



CHAPITRE 145

LOI CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé des tribunaux judiciaires*.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

2. 1. Les tribunaux de la province, en matières civile, ^{Tribunaux de la province.} criminelle et mixte, sont :

- a) La Cour du banc du roi, divisée en Cour criminelle et en Cour civile d'appel;
- b) La Cour supérieure;
- c) La Cour de circuit;
- d) La Cour de magistrat;
- e) La Cour des sessions de la paix;
- f) Le tribunal des juges de paix;
- g) La Cour du recorder;
- h) La Cour des commissaires.

2. La juridiction de la Cour du banc du roi, de la Cour ^{Juridiction de ces tribunaux.} supérieure et de la Cour de circuit est générale et embrasse toute la province; la juridiction de la Cour de magistrat, de la Cour des sessions de la paix, de la Cour du recorder, du tribunal des juges de paix et de la Cour des commissaires est locale.

3. La Cour de l'échiquier du Canada qui est un tri- ^{Cour de l'échiquier.} bunal d'institution fédérale sur lequel la Législature est sans compétence, et qui, en vertu des dispositions de l'acte impérial 53 et 54 Victoria, chapitre 27, et du chapitre 141 des Statuts révisés du Canada, 1906, est, dans les limites du Canada, une cour coloniale d'amirauté. S. R. (1909), 3052.

3. Les officiers de justice de chacun des districts de ^{Officiers de justice.} la province sont: le shérif, le protonotaire, le greffier de la Cour de circuit, le greffier de la couronne, le greffier de la paix, le coroner, le géôlier, et tout autre officier

nécessaire à l'administration de la justice en cette province.

Leur nomination.

Ces officiers sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3053.

Greffier et députés-greffiers des appels.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un greffier des appels pour toute la province, et autant de députés-greffiers des appels qu'il le juge nécessaire. S. R. (1909), 3054; 10 Geo. V, c. 79, s. 33; 11 Geo. V, c. 58, s. 1. (*)

PREMIÈRE PARTIE

DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CIVILE

SECTION I

DE LA COUR DU BANC DU ROI

§ 1.—*De la constitution du tribunal*

Nom de la cour.

5. La Cour du banc du roi est appelée "Cour du banc de la reine" pendant le règne d'une reine. S. R. (1909), 3055.

Composition de la cour.

6. Le personnel de la Cour du banc du roi est de douze juges: un juge en chef, appelé le juge en chef de la province de Québec, et onze juges puinés. S. R. (1909), 3056; 10 Geo. V, c. 79, s. 34.

Résidence des juges.

7. Des douze juges de la Cour du banc du roi, quatre doivent résider dans la cité de Québec ou dans ses environs, et huit dans la cité de Montréal ou dans ses environs.

Endroits où siègent les juges.

Ces douze juges doivent siéger à tour de rôle dans les cités de Québec et de Montréal; mais le juge en chef peut changer cet ordre temporairement pour des motifs jugés valables. S. R. (1909), 3057; 10 Geo. V, c. 79, s. 35.

Leur incapacité d'exercer certaines charges.

8. Nul juge de la Cour du banc du roi ne peut siéger dans le Conseil exécutif, le Conseil législatif ou l'Assemblée législative, ou remplir d'autres charges lucratives sous la couronne. S. R. (1909), 3058.

§ 2.—*De la juridiction d'appel du tribunal*

Juridiction d'appel.

9. La cour et les juges qui la composent ont une juridiction civile d'appel dans toute l'étendue de la province, avec compétence sur toutes les causes, matières et choses susceptibles d'appel, venant de tous les tribunaux dont, suivant la loi, il y a appel, à moins que cet

(*) La loi 10 George V, chapitre 79, est devenue en vigueur le 26 juillet 1920, par proclamation publiée à la page 1697 de la *Gazette officielle* de 1920.

appel ne soit affecté à la compétence d'un autre tribunal. S. R. (1909), 3059.

10. La juridiction et la compétence accordées à la Cour par l'article 9, comme tribunal d'appel, comportent l'attribution de tous les pouvoirs nécessaires pour leur donner effet. S. R. (1909), 3060. Ce que comporte cette juridiction.

11. Le juge en chef, et, en son absence, le plus ancien juge puîné par ordre de nomination, préside les séances du tribunal. S. R. (1909), 3061. Président des séances.

12. Si, en raison d'un congé d'absence accordé, ou à cause maladie, il devient probable qu'un juge de ce tribunal sera absent pendant un terme entier ou plus, et si le juge en chef ou en l'absence du juge en chef, ou à raison de son incompétence à remplir ses fonctions pour une cause quelconque, le plus ancien juge puîné, habile à remplir ses fonctions, transmet au gouverneur général son opinion que la nomination d'un juge suppléant, pour le temps de cette absence ou de cette maladie, servirait les fins de la justice, tout juge de la Cour supérieure peut être nommé juge suppléant de la Cour du banc du roi pendant la durée probable de l'absence ou de la maladie du juge titulaire; ce juge suppléant a tous les pouvoirs et exerce tous les devoirs d'un juge ordinaire du tribunal. S. R. (1909), 3063. Nomination d'assistant en cas d'absence prolongée d'un juge. Pouvoirs du juge suppléant.

13. A l'expiration du temps pour lequel il est nommé le juge suppléant peut compléter l'audition, assister au délibéré et rendre jugement dans toute cause entendue par lui, en tout ou en partie, avant l'expiration de ce temps, nonobstant le retour ou la présence au tribunal du juge qu'il a remplacé. S. R. (1909), 3064. Ses pouvoirs à l'expiration de ses fonctions.

14. A part de la prononciation des jugements dans les causes et incidents pris en délibéré devant lui en Cour supérieure ou de circuit, avant sa nomination, le juge suppléant ne peut, pendant la durée du temps pour lequel il est nommé, agir comme juge de la Cour supérieure. Le juge suppléant ne peut agir comme juge de la C. S.

Une personne ayant qualité peut être nommée à sa place, pour le temps de la durée des fonctions du juge suppléant à la Cour du banc du roi, comme juge suppléant de la Cour supérieure. S. R. (1909), 3065. Comment remplacé.

§ 3.—Du greffier du tribunal et de son député

15. 1. Le greffier, connu sous le nom de "greffier des appels", remplit les fonctions de greffier du tribunal, Greffier des appels.

dans toutes les matières de son ressort comme tribunal d'appel.

Députés greffiers à Québec et Montréal. 2. Les députés-greffiers, à Québec et à Montréal, remplissent les fonctions de greffier sous la direction du greffier.

Vacance dans la charge de greffier. Au cas de décès, destitution, suspension, démission ou caducité de la commission du greffier, le député désigné comme premier député, à Québec, et celui désigné de la même manière à Montréal, remplissent, à chacun de ces endroits respectivement, tous les devoirs assignés au greffier jusqu'à ce que le successeur nommé ait reçu sa commission et ait rempli les devoirs imposés par les articles 9 et 12 de la Loi des employés publics (chap. 9).

Nomination du premier député. A défaut de premier député, à Québec ou à Montréal, le procureur général nomme celui qui doit agir comme tel.

Pouvoir de recevoir le serment. 3. Le greffier et les députés-greffiers des appels peuvent faire prêter et recevoir le serment dans les matières du ressort du tribunal. S. R. (1909), 3066; 10 Geo. V, c. 45, s. 1; 11 Geo. V, c. 58, s. 2; 15 Geo. V, c. 47, s. 1.

Privation du droit de pratiquer. 16. Pendant la durée de leur charge, le greffier et son député ne peuvent exercer la profession d'avocat dans la province. S. R. (1909), 3067.

*Remp. 163.V
c. 14. s. 29*

Appointements du greffier. 17. Le lieutenant-gouverneur fixe les appointements du greffier, qui ne peuvent cependant excéder la somme annuelle de deux mille dollars. S. R. (1909), 3068.

§ 4.—Des termes et du lieu des séances

Endroits et dates où se tiennent les termes. 18. Les termes de la Cour du banc du roi, siégeant comme tribunal d'appel, sont tenus dans les cités de Québec et de Montréal, aux époques déterminées, et commencent aux jours fixés au préalable par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, dont avis est publié par proclamation. S. R. (1909), 3069.

Clôture des termes. 19. Un terme ordinaire ou extraordinaire de la cour peut être clos quand les affaires devant le tribunal sont épuisées, ou il peut être continué par ajournement jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. (1909), 3070.

Jours de terme de la Cour d'appel. 20. Cependant les quatre derniers jours juridiques de chacun des mois de septembre, octobre, novembre, janvier, février, mars, avril et mai sont déclarés être des jours de terme pendant lesquels, sans qu'une proclamation soit nécessaire, plusieurs divisions de la Cour d'appel peuvent siéger simultanément. S. R. (1909), 3070a; 10 Geo. V, c. 79, s. 37.

21. Le lieutenant-gouverneur peut, quand il le juge Terme extraordinaire à Québec et Montréal. à propos, ordonner, par proclamation, la tenue, soit à Québec soit à Montréal, d'un terme extraordinaire de la Cour d'appel, devant commencer et se terminer aux jours fixés par une proclamation, qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement du terme; et, en tant qu'elles sont compatibles avec la proclamation, toutes les dispositions de la loi concernant les termes ordinaires de la cour s'appliquent à ce terme extraordinaire.

Il peut aussi par proclamation fixer, lorsqu'il le juge Termes additionnels de la cour. à propos, un ou des termes additionnels de la cour siégeant en appel pour être tenus au lieu et pendant le temps fixés dans la proclamation. S. R. (1909), 3071.

SECTION II

DE LA COUR SUPÉRIEURE

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction et des pouvoirs du tribunal et des juges*

22. La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composé de trente-sept juges, savoir: un juge Composition de la cour. en chef et trente-six juges puînés.

Ces juges exercent leurs fonctions judiciaires dans les Dans quels districts ces juges exercent leurs fonctions. districts judiciaires et les districts électoraux qui leur sont de temps en temps assignés. S. R. (1909), 3072; 1 Geo. V (1910), c. 8, s. 1; 4 Geo. V, c. 33, s. 1; 10 Geo. V, c. 79, s. 38.

23. Lorsque le juge en chef réside dans la cité de Québec, le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions du juge en chef de la Cour supérieure, les remplit dans le district de Montréal, tel que compris et défini pour les fins de la Cour du banc du roi siégeant en appel, et doit résider dans la cité de Montréal. S. R. (1909), 3073; 10 Geo. V, c. 79, s. 39. Si le juge en chef réside à Québec.

24. Lorsque le juge en chef réside dans la cité de Montréal, le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions du juge en chef de la Cour supérieure, les remplit dans le district de Québec, tel que compris et défini pour les fins de la Cour du banc du roi siégeant en appel, et doit résider dans la cité de Québec. S. R. (1909), 3074; 10 Geo V, c. 79, s. 40. S'il réside à Montréal

25. Le juge en chef suppléant mentionné dans les Préséance. articles 23 et 24 a droit à la préséance, immédiatement après le juge en chef. S. R. (1909), 3074a; 7 Geo. V, c. 31, s. 1.

Inhabilité des
juges à rem-
plir certaines
charges.

26. Nul juge de la Cour supérieure ne peut occuper un siège dans le Conseil exécutif, le Conseil législatif ou l'Assemblée législative, ni remplir d'autres emplois ou fonctions lucratives sous la couronne tant qu'il exerce sa charge. S. R. (1909), 3075.

Résidence des
juges:

District de
Montréal.

27. Les juges de la Cour supérieure sont nommés pour les divers districts de la province comme suit:

1° Pour le district de Montréal, avec résidence dans la cité de Montréal, ou dans le voisinage immédiat de cette cité, vingt-deux juges, dont l'un est spécialement chargé du district de Terrebonne, un autre du district de Beauharnois, un autre du district de Richelieu, un autre du district de Saint-Hyacinthe, un autre du district de Pontiac, un autre du district de Hull, un autre du district de Montcalm, mais qui exerce aussi ses fonctions ordinaires dans le district de Hull, un autre du district de Bedford, un autre du district d'Iberville, et un autre du district de Joliette.

District de
Québec.

2° Pour le district de Québec, avec résidence dans la cité de Québec, ou dans le voisinage immédiat de cette cité, onze juges, dont l'un est spécialement chargé du district de Gaspé, un autre du district de Beauce, un autre des districts de Rimouski et de Montmagny, un autre du district d'Arthabaska, un autre du district de Kamouraska, un autre du district de Saguenay, mais qui exerce aussi ses fonctions ordinaires dans le district de Chicoutimi, et un autre du district de Roberval, qui exerce aussi ses fonctions ordinaires dans le district de Chicoutimi.

District de
Saint-Fran-
çois.

3° Pour le district de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke, ou dans le voisinage immédiat de cette cité, deux juges.

District de
Trois-Ri-
vières.

4° Pour le district des Trois-Rivières, avec résidence dans la cité des Trois-Rivières, ou dans le voisinage immédiat de cette cité, deux juges, qui exercent aussi leurs fonctions ordinaires dans le district de Nicolet; mais si l'un de ces juges est spécialement chargé du district de Nicolet, il a, à son choix, sa résidence dans la cité de Québec.

Administra-
tion de la jus-
tice dans cer-
tains dis-
tricts.

Ces juges, à l'exception de ceux qui, avant le 26 juillet 1920, (date de l'entrée en vigueur de la loi 10 George V, chapitre 79), étaient spécialement chargés des districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Saint-François, doivent administrer la justice, à tour de rôle, dans chacun des autres districts de la province, suivant les ordres du juge en chef.

Dispositions
non applica-

Sauf quant aux districts de Saint-François et des Trois-Rivières, les dispositions du présent article exigeant qu'un

juge soit chargé de l'administration de la justice dans un district en particulier, ne s'appliquent à aucun juge nommé après le 1er janvier 1921, et, quant à chaque district, seront censées avoir été abrogées à compter de ladite date, lorsque le juge préposé à cette date à telle charge spéciale, cessera, pour cause de décès, de retraite ou de destitution, ou pour toute autre cause, d'en être spécialement chargé. S. R. (1909), 3076; 1 Geo. V (1910), c. 8, ss: 2 et 14 § F; 1 Geo. V (1910), c. 9, s. 9 § E; 3 Geo. V, c. 33, s. 1; 4 Geo. V, c. 33, s. 2; 7 Geo. V, c. 32, s. 1; 9 Geo. V, c. 43, s. 1; 10 Geo. V, c. 79, s. 41; 11 Geo. V, c. 59, s. 1.

bles à certains juges.

28. 1. Les juges à qui sont assignés, respectivement, les districts de Terrebonne, de Beauharnois, de Richelieu, de Saint-Hyacinthe et de Pontiac, exercent leurs fonctions ordinaires dans toute cour où les juges ont juridiction, lorsque l'exercice de telles fonctions n'est pas requise dans leurs districts respectifs.

Dispositions spéciales à certains juges.

2. Un des juges des districts pour lesquels les appels ont lieu dans la cité de Québec peut être appelé, par l'autorité compétente, à exercer ses fonctions ordinaires dans le district de Québec, lorsque telles fonctions ne sont pas requises dans son district, et la résidence de ce juge est dans la cité de Québec. S. R. (1909), 3077; 3 Geo. V, c. 33, s. 2; 4 Geo. V, c. 33, s. 3; 10 Geo. V, c. 79, s. 42.

Fonctions judiciaires exercées à Québec par un juge d'un autre district.

29. Lorsque l'expédition des affaires judiciaires exige, dans un district, les services de plus de juges qu'il n'en est attribué à ce district, le juge en chef requiert un ou plusieurs juges d'exercer temporairement leurs fonctions dans ce district. S. R. (1909), 3078; 10 Geo. V, c. 79, s. 43.

Fonctions exercées par les juges d'un district dans un autre district.

30. Lorsque, par maladie, suspension d'office ou autre cause, un juge est absolument empêché de remplir ses fonctions, un juge suppléant de la cour peut être nommé pour un temps déterminé ou pour le temps que dure l'incapacité du juge titulaire, mais les fonctions du juge suppléant cessent dès que le titulaire reprend l'exercice de ses fonctions, ou qu'un juge permanent a été nommé pour le remplacer. S. R. (1909)), 3079.

Nomination des juges suppléants.

31. Le juge suppléant, tant que sa commission de mesure en vigueur, exerce tous les pouvoirs, toute l'autorité, et remplit tous les devoirs dont est revêtu un juge ordinaire du tribunal, tout comme s'il avait été nommé juge ordinaire. Il réside à l'endroit indiqué dans sa commission. S. R. (1909), 3080.

Pouvoirs et devoirs du juge suppléant.

Sa résidence.

Pouvoirs
conférés à un
seul juge.

32. Tous les pouvoirs dont, par une loi quelconque, les juges de la Cour supérieure ou un quorum d'entre eux, étaient revêtus en terme ou en vacances, avant la mise en vigueur des Statuts refondus pour le Bas Canada, et qui, par ces derniers statuts, sont donnés à tout juge du tribunal, continuent, comme par le passé, à être possédés par tout tel juge, de manière qu'un seul juge puisse constituer un quorum de la cour, et puisse entendre et juger toutes les causes et matières du ressort et de la compétence du tribunal, et en exercer tous les pouvoirs. S. R. (1909), 3081.

Litige com-
mencé par un
juge peut être
continué par
un autre.

33. Tout juge peut continuer et terminer un litige commencé ou continué par un autre juge, mais il ne peut infirmer la décision d'un autre juge que dans les cas où il pourrait l'infirmer s'il l'avait lui-même rendue. S. R. (1909), 3082.

Remplace-
ment des ju-
ges dans cer-
tains cas.

34. Dans toutes les causes commencées en vacances par un juge, il est loisible, en cas de sa maladie ou de son absence, à tout autre juge, de siéger à sa place et d'exercer tous les pouvoirs et l'autorité qui auraient appartenu à ce juge s'il avait continué à siéger. S. R. (1909), 3083.

Pouvoirs des
juges de sié-
ger en même
temps dans
des salles
séparées.

35. Deux juges ou plus, exerçant leurs fonctions dans le même district, peuvent, et doivent, chaque fois que la dépêche des affaires le requiert, siéger en même temps et au même endroit, dans des salles séparées, pendant ou hors des termes, et chacun d'eux a juridiction pour entendre et décider les causes et matières qui lui sont soumises, et exerce les mêmes pouvoirs que s'il siégeait seul en cet endroit. S. R. (1909), 3084.

§ 2.—*Des pouvoirs généraux du tribunal*

Excepté la
Cour du banc
du roi, les tri-
bunaux sont
soumis au
contrôle de la
Cour supé-
rieure.

36. A l'exception de la Cour du banc du roi, tous les tribunaux, juges de circuit, magistrats et autres personnes, corps politiques et corporations dans la province, sont soumis au droit de surveillance et de réforme, aux ordres et au contrôle de la Cour supérieure et de ses juges, en la manière et en la forme que prescrit la loi.

Dispositions
applicables.

Quant à ce qui concerne les dispositions non abrogées de quelque loi en vigueur dans la province, à l'époque où la loi 12 Victoria, chapitre 38, est devenue entièrement en vigueur, la Cour supérieure continue d'être substituée aux Cours du banc de la reine abolies par ladite loi.

Idem.

Ces dispositions non abrogées continuent à s'appliquer à la Cour supérieure comme elles s'appliquaient autrefois aux Cours du banc de la reine.

Ce droit de surveillance, de réforme et de contrôle continue d'être conféré et assigné à la Cour supérieure et à ses juges. S. R. (1909), 3085. Droit de surveillance, etc., continué.

§ 3.—*Dispositions spéciales relatives à la juridiction du tribunal dans certains districts*

37. Le tribunal dans le district de Québec a juridiction concurrente: Juridiction concurrente du tribunal de Québec: Sur le comté de Bellechasse.

1. Avec le tribunal du district de Montmagny, sur le district électoral de Bellechasse. Cette juridiction concurrente du tribunal dans le district de Québec s'étend à chacun des officiers de tel tribunal y compris l'exécution des jugements. Mais le bref de saisie-exécution contre des immeubles situés dans le district de Montmagny doit être adressé au shérif de ce district, qui seul est chargé de l'exécuter.

2. Avec celui du district de Beauce, pour toutes les poursuites ou procédures intentées par ou contre des personnes résidant dans les paroisses de Saint-Anselme, Sainte-Claire, Saint-Malachie, Saint-Nazaire-de-Dorchester, Saint-Léon-de-Standon, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Saint-Bernard, Sainte-Marguerite, Saint-Edouard-de-Frampton et Saint-Maxime, dans le district électoral de Dorchester. S. R. (1909), 3086. Sur partie de Dorchester.

38. Le tribunal dans le district de Beauce a juridiction concurrente avec celui du district de Québec et celui du district de Montmagny sur les paroisses de Saint-Camille et de Sainte-Sabine, dans le district électoral de Bellechasse. Juridiction concurrente de Beauce avec Québec et Montmagny.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3086a; 4 Geo. V, c. 34, s.1. Officiers du tribunal.

39. Le tribunal, dans le district de Richelieu, a juridiction concurrente avec celui du district de Joliette, sur le district électoral de Berthier. Juridiction concurrente de Richelieu sur Berthier.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3087. Officiers du tribunal.

40. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu, sur le district électoral de Verchères. Juridiction concurrente de Montréal sur Verchères.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3088. Officiers du tribunal.

41. Le tribunal dans le district de Hull a juridiction concurrente avec celui du district de Montcalm, sur les cantons de Bouchette, de Cameron, de Maniwaki, de Hull sur une Juridiction du tribunal du dist. de Hull sur une

partie du dist. de Montcalm. Kensington, d'Aumond et d'Egan, situés dans le district électoral de Hull.

Officiers du tribunal. Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3088a; 1 Geo. V (1910), c. 8, s. 14, § G; 9 Geo. V, c. 12, s. 7.

Juridiction concurrente de Rimouski avec Gaspé. **42.** Le tribunal, dans le district de Rimouski, a juridiction concurrente, avec celui du district de Gaspé, sur les paroisses de Saint-Norbert du Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts, dans le district électoral de Gaspé.

Officiers du tribunal. Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3089; 1 Geo. V (1910), c. 9, s. 9; 4 Geo. V, c. 35, s. 1.

Juridiction concurrente de Trois-Rivières avec Nicolet. **43.** Le tribunal dans le district des Trois-Rivières a juridiction concurrente avec le tribunal du district de Nicolet sur tout le territoire compris dans le district de Nicolet.

Officiers du tribunal. Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3089a; 5 Geo. V, c. 13, s. 7, § F.

Ann. 1681
C. 51.4.1.

Termes de la C. S. dans certains districts. **44. 1.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner qu'à partir d'une date y mentionnée, les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal dans les districts de Terrebonne, de Québec et d'Arthabaska, seront aussi tenus dans un district électoral autre que celui où se trouve le chef-lieu de ces districts.

Désignation de l'endroit. **2.** La proclamation émise à cette fin doit contenir une désignation de l'endroit et une description de l'édifice où doivent être tenus les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal, ainsi que la mention des époques où ces termes et ces séances doivent être tenus.

Époques et endroit des termes, changés. **3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer, de la même manière, l'époque de ces termes et de ces séances, ainsi que l'endroit où ils doivent être tenus.

Édifice avec pièces convenables. **4.** Cette proclamation ne peut être émise qu'après que le conseil municipal de l'endroit où doivent être tenus les termes et séances de la dite Cour supérieure et des juges de ce tribunal, ou le conseil de comté, se sera procuré, dans ledit endroit, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, un édifice avec pièces convenables pour une salle d'audience et pour le juge ou les juges et les officiers de la cour.

Juridiction de la C. S. dans un district électoral. **5.** A compter de la date de cette proclamation, des termes et des séances de la Cour supérieure et des juges de

ce tribunal seront tenus dans ledit endroit pour toutes les causes du district dans lesquelles le droit d'action aura pris naissance dans le district électoral, ou lorsque le défendeur résidera dans ce district électoral, à moins que les parties ne consentent à ce que la cause ou tout incident qui s'y rapporte soient instruits, entendus et jugés au chef-lieu du district.

6. Tous les pouvoirs et attributions qui appartiennent au juge en chambre et qui peuvent être exercés par lui ou par le protonotaire peuvent être exercés dans le district électoral à l'endroit fixé par proclamation, aussi bien qu'au chef-lieu du district, pour les affaires dont le droit d'action a pris naissance dans le district électoral. Pouvoir des juges, etc., peuvent être exercés aussi bien dans le district électoral.

7. Quand les circonstances le justifient, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder l'indemnité qu'il croit raisonnable au protonotaire obligé de se déplacer pour les fins du présent article. Indemnité au protonotaire.

8. Les frais de voyage du protonotaire et des autres officiers de la cour, quand leur présence est nécessaire, ainsi que l'indemnité qui peut être accordée au protonotaire, sont payables à même les montants votés par la Législature pour l'administration de la justice. S. R. (1909), 3090, *partie*; 5 Geo. V, c. 13, s. 7, § E; 13 Geo. V, c. 49, s. 2. Frais de voyage, etc.

45. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, révoquer toute proclamation émise en vertu de l'article 44, et, à compter de la date y mentionnée, les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal cessent d'être tenus à l'endroit mentionné dans la proclamation révoquée. S. R. (1909), 3090, *partie*; 12 Geo. V, c. 21, s. 9, § B; Proclamation du 1er juin 1924, *Gazette officielle* de 1924, page 1433. Révocation de la proclamation.

46. Les dispositions des articles 44 et 45 s'appliquent au district de Pontiac. S. R. (1909), 3090a; 11 Geo. V, c. 60, s. 1. Dispositions applicables au district de Pontiac.

47. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner qu'à compter d'une date y mentionnée, les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal dans le district de Pontiac, seront aussi tenus au village de Campbell's Bay, situé dans le même district électoral que le village de Bryson, chef-lieu dudit district judiciaire. Termes et séances de la C. S. tenus à Campbell's Bay.

2. A compter de la date de la proclamation, les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal seront tenus dans ledit endroit pour toutes les causes du district, à moins que les parties ne consentent à Effet de la proclamation. Exception.

ce que la cause ou tout incident qui s'y rapporte, ne soit instruit, entendu et jugé au chef-lieu du district.

Dispositions
applicables.

3. Pour le surplus, les dispositions des paragraphes 2, 3, 4, 6, 7 et 8 de l'article 44 et l'article 45, s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, au présent article, comme si elles en faisaient partie. S. R. (1909), 3090aa; 15 Geo. V. c. 48, s. 1.

Palais de jus-
tice à Ste-
Scholastique.

48. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans exiger l'accomplissement des conditions requises par le paragraphe 4 de l'article 44, émettre une proclamation décrétant la tenue des termes et séances de la Cour supérieure du district de Terrebonne et des juges de ce tribunal, à Sainte-Scholastique, dans le district électoral des Deux-Montagnes, et, dans ce cas, les termes et séances de ladite cour et des juges de ce tribunal sont tenus dans l'édifice autrefois occupé comme palais de justice à Sainte-Scholastique, et il peut également, par proclamation, changer ensuite l'endroit de la tenue des termes et séances de ladite cour et des juges dudit tribunal. S. R. (1909), 3090b; 12 Geo. V, c. 21, s. 9, § C; Proclamation du 1er juin 1924, *Gazette officielle* de 1924, page 1433.

§ 4.—*Des termes et des séances*

Termes et
séances de
la cour.

49. Les termes et les séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal sont tenus au chef-lieu des différents districts judiciaires de la province ou à l'endroit qui peut être fixé par l'autorité compétente. Toutes les actions, poursuites et procédures qui peuvent être intentées dans un district, peuvent être commencées au lieu où ces termes sont tenus en ce district. S. R. (1909), 3091.

Termes à
Québec.

50. Dans le district de Québec, à l'exception du samedi, tous les jours juridiques des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre et novembre, les jours juridiques des mois de janvier et de septembre suivant le neuf de chacun de ces mois, et les jours juridiques du mois de décembre précédant le vingt et un de ce mois, sont des jours de terme.

Termes à
Montréal,
etc.

Dans les districts de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, tous les jours juridiques sont des jours de termes, de même que dans les districts qui peuvent être ajoutés par proclamation à ces quatre districts.

Exception.

Toutefois, dans les districts des Trois-Rivières et de Saint-Hyacinthe, ainsi que dans les districts ajoutés par proclamation, le tribunal ne peut siéger pendant les jours

fixés pour les termes de la Cour de circuit dans le district.

Rien dans le présent article n'affecte les dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile. Interprétation. S. R. (1909), 3092; 10 Geo. V, c. 79, s. 44.

51. Le lieutenant-gouverneur peut fixer, par proclamation, les époques auxquelles les termes doivent être tenus dans tout autre district que ceux mentionnés à l'article 50, et peut, de la même manière, les changer, mais pas moins de trois termes par année doivent être tenus dans ces districts, excepté dans celui de Gaspé dans lequel doivent être tenus au moins deux termes. Époques des termes.

Il peut aussi, par proclamation, suspendre, sur le rapport du procureur général, la tenue d'un terme ordinaire dans tout tel district, ou, s'il le juge à propos, y ordonner la tenue d'un terme spécial. Suspension des termes.

A part les districts de Gaspé et de Saguenay, nul terme n'est tenu, entre le 30 juin et le 1er de septembre. Grandes vacances.

Rien de contenu dans un statut ou une proclamation n'a l'effet d'empêcher la clôture d'un terme quand il n'y a plus d'affaires devant le tribunal, ou de le continuer par ajournement, jusqu'à l'épuisement des affaires. Clôture des termes. S. R. (1909), 3093.

52. Nonobstant les dispositions de l'article 51, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, décréter que tous les jours juridiques sont des jours de terme, dans un ou plusieurs des districts ou dans tous les districts visés par l'article 51 et qui sont mentionnés dans la proclamation, et, de la même manière, révoquer cet ordre pour un ou plusieurs de ces districts ou pour tous ces districts; le tout néanmoins sujet aux dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile. Jour de terme sur proclamation du lt-gouv. S. R. (1909), 3093a; 11 Geo. V, c. 61, s. 1.

§ 5.—Des shérifs, des protonotaires et autres officiers du tribunal

53. Les shérifs et les protonotaires sont non seulement les officiers des juges siégeant dans leurs districts mais ils sont encore, généralement, les officiers de la Cour supérieure; ils doivent obéir aux ordres légitimes du tribunal et des juges qui le composent, dans quelque district que ces ordres leur soient donnés, pourvu qu'ils soient exécutoires dans le district pour lequel chacun d'eux a été nommé. Devoirs des protonotaires, shérifs, etc.

Aucun shérif ou protonotaire de la Cour supérieure, tant qu'il est en charge, ni son député, tant qu'il rem- Défense de pratiquer

comme avo-
cat.

plissent les fonctions de son office, ne peuvent pratiquer comme avocats dans la province. S. R. (1909), 3094.

Nomination
des députés-
protonotaires.

54. Les députés-protonotaires sont nommés en la manière prescrite par les articles 16 et suivants de la Loi des salaires de certains officiers de justice (chap. 155). S. R. (1909), 3095; 15 Geo V, c. 47, s. 2.

Nomination
des députés-
shérifs.

55. Les députés-shérifs sont nommés en la manière prescrite par les articles 16 et suivants de la Loi des salaires de certains officiers de justice (chap. 155).

Validité des
actes des dé-
putés-shérifs.

Les actes et rapports de ces députés, faits en leur capacité officielle, sont reçus devant tous les tribunaux de la province, et sont aussi valides et légaux que les actes et les rapports du shérif lui-même. S. R. (1909), 3096; 15 Geo. V, c. 47, s. 3.

Shérifs, etc.,
tiennent des
livres de
comptes su-
jets à l'inspec-
tion.

56. Les shérifs et les protonotaires sont obligés de tenir des livres de comptes faisant voir le montant des deniers publics qu'ils ont entre leurs mains, de la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil l'ordonne, et de déposer ces deniers conformément au paragraphe deuxième de la section septième de la Loi du département du trésor (chap. 20).

Leurs entrées.

Ces officiers doivent faire les entrées, jour par jour, dans leurs livres de caisse; leurs livres, montants et papiers relatifs à ces deniers publics, sont, en tout temps, durant les heures du bureau, ouverts à l'inspection des personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil autorise.

Deniers reçus
remis à leurs
successeurs.

Lorsqu'un shérif ou un protonotaire est destitué, ou qu'il démissionne, il doit, aussitôt qu'il en est requis après sa destitution ou sa démission, payer et remettre à son successeur en office toutes les sommes d'argent et autres choses qui, à cette date, étaient entre ses mains, ou pour lesquelles il était alors responsable en vertu de sa charge.

Devoirs des
héritiers.

En cas de décès de l'officier, ses héritiers ou représentants sont soumis aux mêmes devoirs.

Devoirs du
successeur
de l'officier.

Le successeur de l'officier, aussitôt que ces sommes de deniers ou autres choses lui ont été payées ou remises, est obligé d'exécuter tous les jugements et ordres pour la distribution et le paiement de ces sommes ou la remise de ces autres choses, de la même manière que le shérif ou le protonotaire précédent y aurait été obligé, que ces jugements ou ordres aient été rendus ou donnés avant ou après la mort, la destitution ou la démission de l'officier.

Responsabi-
lité des cau-
tions.

Rien de contenu dans le présent article ne doit diminuer la durée ou l'étendue de la responsabilité d'aucune

caution du shérif ou du protonotaire, en vertu de la loi. S. R. (1909), 3098; 8 Geo. V, c. 46, s. 1.

SECTION III

DE LA COUR DE CIRCUIT

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction et des pouvoirs du tribunal et des juges*

57. Une Cour d'archives, appelée "Cour de circuit", a juridiction sur toute la province, moins le district de Montréal pour lequel il y a une cour spéciale et distincte, et est tenue, chaque année, aux époques ci-après prescrites, dans chacun des districts et circuits de cette province autre que le district de Montréal, par un juge de la Cour supérieure. S. R. (1909), 3099.

Constitution
de la cour.

§ 2.—*Dispositions spéciales relatives à la juridiction du tribunal dans certains districts*

58. La Cour de circuit pour le district de Québec a juridiction concurrente:

Juridiction
concurrente
de Québec:
Sur Belle-
chasse;

1° Avec la Cour de circuit pour le district de Montmagny sur le district électoral de Bellechasse;

2° Avec celle du district de Beauce, sur toutes les poursuites et procédures intentées par ou contre des personnes résidant dans les paroisses de Saint-Anselme, Sainte-Claire, Saint-Malachie, Saint-Nazaire-de-Dorchester, Saint-Léon-de-Standon, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Saint-Bernard, Saint-Maxime, Sainte-Marguerite et Saint-Édouard-de-Frampton, dans le district électoral de Dorchester.

Sur partie de
Dorchester.

Cette juridiction concurrente s'étend aux officiers du tribunal et à l'exécution des jugements. S. R. (1909), 3100.

Officiers.

59. Le tribunal dans le district de Beauce a juridiction concurrente avec celui du district de Québec et celui du district de Montmagny sur les paroisses de Saint-Camille et de Sainte-Sabine, dans le district électoral de Bellechasse.

Juridiction
concurrente
de Beauce
avec Québec
et Mont-
magny.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1919), 3100a; 4 Geo. V, c. 34. s. 2.

Officiers.

60. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu, sur le district électoral de Verchères.

Juridiction
concurrente
sur Ver-
chères.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3101.

Officiers.

Juridiction
exclusive de
la C. C. de
Berthier.

61. Le tribunal, dans le district électoral de Berthier, a juridiction exclusive sur toutes les causes de la Cour de circuit dans le district électoral de Berthier. S. R. (1909), 3102.

Juridiction
du tribunal
du district
de Hull sur
une partie
du district de
Montcalm.

62. Le tribunal dans le district de Hull a juridiction concurrente avec celui du district de Montcalm, sur les cantons de Bouchette, de Cameron, de Maniwaki, de Kensington, d'Aumond et d'Egan, situés dans le district électoral de Hull.

Officiers.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3103 ; 1 Geo. V (1910), c. 8, s. 14, § H ; 9 Geo. V, c. 12, s. 8.

Juridiction
concurrente
de Rimouski
avec Gaspé.

63. Le tribunal, dans le district de Rimouski, a juridiction concurrente, avec celui du district de Gaspé, sur les paroisses de Saint-Norbert du Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts, dans le district électoral de Gaspé.

Officiers du
tribunal.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3104 ; 1 Geo. V (1910), c. 9, s. 9 ; 4 Geo. V, c. 35, s. 2.

Juridiction
concurrente
de Trois-Ri-
vières avec
Nicolet.

64. Le tribunal, dans le district des Trois-Rivières, a juridiction concurrente avec le tribunal du district de Nicolet sur tout le territoire compris dans le district de Nicolet.

Officiers du
tribunal.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. (1909), 3105 ; 1 Geo. V (1910), c. 9, s. 9 ; 5 Geo. V, c. 13, s. 7, § G.

§ 3.—*Des circuits et du lieu des séances*

Interpréta-
tion du mot :
"circuit".

65. Le mot "circuit", chaque fois qu'il se rencontre dans la présente section, ou dans toute loi relative à l'administration de la justice, signifie la division territoriale de district judiciaire ou de district électoral sur laquelle la Cour de circuit, à quelque endroit qu'elle soit tenue, a juridiction. S. R. (1909), 3107.

Tenue de la
cour où ne se
tient pas la
Cour supé-
rieure.

66. Sur proclamation du lieutenant-gouverneur, la Cour de circuit est tenue dans tout district électoral autre que celui où est tenue la Cour supérieure, à l'exception du district électoral du comté de Québec et des districts électoraux compris, en tout ou en partie, dans l'île de Montréal et l'île Jésus, et dans plus d'un endroit dans les districts électoraux d'Abitibi, Beauce, Beauharnois, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Gaspé, Hull, Labelle, Lac-Saint-Jean, Mégantic, Missisquoi, Montcalm,—pour cette partie comprise dans le district judiciaire de Montcalm,—Papineau, Pontiac,

Richmond, Rimouski, Saguenay, Stanstead et Témiscamingue.

La cour est alors désignée sous le nom de "la Cour de circuit dans et pour le district électoral de (*nommant le district électoral,*)" et, s'il y en a plus d'une dans le même district électoral, sont ajoutés à cette désignation les mots: "à (*nommant le lieu des séances.*)"

Le mot "comté" employé dans toute loi, arrêté en conseil, proclamation ou document officiel quelconque, relativement à l'établissement, à la désignation ou à la juridiction territoriale d'une Cour de circuit, connue ou désignée, antérieurement à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, comme Cour de circuit de comté, signifie "district électoral".

Sur proclamation du lieutenant-gouverneur, toute telle Cour de circuit peut être abolie. S. R. (1909), 3109; 1 Geo. V (1910), c. 8, s. 14, § 1; 2 Geo. V, c. 9, s. 74; 2 Geo. V, c. 33, s. 1; 9 Geo. V, c. 12, s. 9; 12 Geo. V, c. 59, s. 1; 13 Geo. V, c. 13, s. 2.

67. En conséquence de la suppression de la cour, les registres, archives et dossiers de la cour supprimée, sont transmis à telle autre Cour de circuit désignée dans la proclamation. S. R. (1909), 3110.

68. Quand une Cour de circuit a été abolie et que les dossiers, registres, documents et archives de cette cour ont été déposés au greffe d'une Cour de circuit, conformément à l'article 67, il est loisible au lieutenant-gouverneur d'ordonner, par proclamation, la transmission de ces dossiers, registres, documents et archives au greffe d'une autre Cour de circuit désignée dans la proclamation. S. R. (1909), 3110a; 13 Geo. V, c. 50, s. 1.

69. Nul jugement ou acte judiciaire, de quelque nature qu'il soit, ne doit perdre de sa valeur, à raison de la suppression de la Cour de circuit ainsi discontinuée et de la transmission des dossiers, mais au contraire demeurer en pleine vigueur. S. R. (1909), 3111.

70. La Cour de circuit continue à être tenue valablement à tout endroit où elle l'est maintenant, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par proclamation du lieutenant-gouverneur, bien que cet endroit ne soit pas le chef-lieu du district judiciaire où il est situé, et à moins encore que tel endroit ne soit situé dans un des districts électoraux d'Hochelaga, ou Jacques-Cartier, ou Laval, ou dans le district électoral du comté de Québec, ou dans un district électoral où le chef-lieu du district judiciaire est situé et qui n'est pas un de ceux où, d'a-

près l'article 66, il peut être tenu une Cour de circuit à plus d'un endroit.

Bornes des
comtés d'Hochelaga, etc.,
pour certaines
fins.

Les districts électoraux d'Hochelaga, Jacques-Cartier et Laval, mentionnés dans le présent article, désignent, respectivement, chacun de ces districts électoraux tels qu'ils existaient avant le 3 avril 1912. S. R. (1909), 3112; 2 Geo. V, c. 9, s. 75; 12 Geo. V, c. 59, s. 2.

Cour censée
l'être pour le
district élec-
toral dans
lequel elle est
tenue.

71. La Cour de circuit dont la tenue est reconnue et confirmée par l'article 70, est censée tenue dans et pour le district électoral, comme si l'endroit où elle est tenue avait été choisi par proclamation. S. R. (1909), 3113.

Pouvoir du
lt-gouv.
de changer le
siège de la
cour et d'en
discontinuer
la tenue.

72. Excepté en ce qui concerne la Cour de circuit tenue à un chef-lieu de district judiciaire, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, changer l'endroit où tout endroit où est tenue la Cour de circuit dans un district électoral, ou en supprimer la tenue dans tout district électoral, ou à tout endroit d'un district électoral, à dater du jour indiqué dans la proclamation, lorsqu'il juge ce changement avantageux à la population du district électoral, ou qu'il trouve à propos de discontinuer la tenue de cette cour à raison du manque de local et des accessoires convenables pour l'y tenir. S. R. (1909), 3114.

Actions ou
causes pen-
dantes, non
affectées par
ces change-
ments.

73. Les actions, informations, poursuites ou causes pendantes devant la cour supprimée ne perdent pas de leur autorité, et ne sont pas affectées par la discontinuation de la cour; elles sont transmises dans leur état alors actuel à la Cour de circuit désignée dans la proclamation, pour y rester pendantes comme si elles y avaient été originairement portées; et, sur ces actions, informations, poursuites ou causes, il est procédé à jugement, exécution et ultérieurement, comme il aurait été fait devant la Cour de circuit supprimée. S. R. (1909), 3115.

Comparu-
tions.

74. Toute personne assignée à comparaître, ou à laquelle il aurait été enjoint de faire un acte judiciaire quelconque, doit comparaître, et faire, au temps dit, l'acte requis devant la Cour de circuit où les dossiers sont transmis, sous les peines résultant de son défaut, à moins que le juge n'étende les délais pour comparaître et faire l'acte commandé. S. R. (1909), 3116.

§ 4.—Des termes de la cour

Juges qui
tiennent la
cour.

75. La Cour de circuit, excepté dans le district de Montréal, est tenue par un des juges de la Cour supérieure. S. R. (1909), 3117.

76. Dans le district de Québec, à l'exception du samedi, tous les jours juridiques des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre et novembre, et les jours juridiques des mois de janvier et de septembre suivant le neuf de chacun de ces mois, et les jours juridiques du mois de décembre précédent le vingt et un de ce mois, sont des jours de terme. S. R. (1909), 3118; 10 Geo. V, c. 79, s. 45. Jours de terme, à Québec.

77. Dans les districts de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, tous les jours juridiques sont des jours de terme; et il en est de même dans les districts qui peuvent être ajoutés par proclamation à ces quatre districts. A Montréal, etc.

Toutefois, dans les districts des Trois-Rivières, Saint-François, Iberville et Saint-Hyacinthe, ainsi que dans les districts ajoutés par proclamation, la cour ne peut siéger pendant les jours de séance de la Cour supérieure pour l'audition des causes. S. R. (1909), 3119. Réserve.

78. Dans tout autre district que ceux mentionnés aux articles 76 et 77, le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps et à différentes reprises, fixer, par proclamation, la tenue des termes de la Cour de circuit pour tout district électoral ou district judiciaire, et à chaque endroit où il est tenu une Cour de circuit, dans les districts électoraux où il en est tenu plusieurs, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme. S. R. (1909), 3120. Fixation de termes par proclamation.

79. Il peut, de la même manière, changer les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année dans tout district judiciaire ou électoral, excepté dans les districts électoraux de Gaspé et de Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus. S. R. (1909), 3121. Changement des termes.

80. Il peut encore, par une semblable proclamation, sur le rapport du procureur général, suspendre la tenue d'un terme ordinaire de la Cour de circuit, dans tout district, ou, s'il le juge à propos, y ordonner la tenue d'un terme spécial. S. R. (1909), 3122. Suspension des termes.

81. A l'exception du district judiciaire de Gaspé, et sauf les termes de la Cour de circuit tenue à La Tuque dans et pour le district électoral de Champlain, aucun terme ne doit être fixé de manière à être tenu, en tout ou en partie, chaque année, entre le 30 juin et le 1er septembre. S. R. (1909), 3123; 5 Geo. V, c. 51, s. 1; 14 Geo. V, c. 42, s. 1. Grandes vacances.

Jours juridiques déclarés jours de terme.

82. Nonobstant les dispositions de l'article 78, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, décréter que tous les jours juridiques sont des jours de terme, dans le qu les districts visés par ledit article 78 et qui sont mentionnés dans la proclamation, et, de la même manière, révoquer cet ordre pour un ou plusieurs districts; le tout néanmoins sujet aux dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile. S. R., (1909), 3123a; 12 Geo. V, c. 60, s. 1. (*)

§ 5.—*Des greffiers du tribunal, de leurs cautions et de leurs députés*

Nomination des greffiers.

83. Les greffiers de la Cour de circuit sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les divers districts judiciaires et districts électoraux respectivement, et, au cas de vacance dans la charge par décès, démission, destitution ou autrement, d'autres titulaires sont nommés à leur place.

Défense de pratiquer comme avocat.

Aucun greffier d'une Cour de circuit, tant qu'il continue sa charge, ni son député, tant qu'il remplit les fonctions de son office, ne peuvent pratiquer comme avocats. S. R. (1909), 3124.

Nomination des députés-greffiers de la C. C.

84. Les députés-greffiers de la Cour de circuit sont nommés en la manière prescrite par les articles 16 et suivants de la Loi des salaires de certains officiers de justice (chap. 155). S. R. (1909), 3125; 15 Geo. V, c. 47, s. 5.

Nomination du greffier dans certains districts électoraux

85. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer comme greffier de la Cour de circuit, dans chacun des districts électoraux de Pontiac, de Témiscamingue, d'Argenteuil, de Soulanges, de Huntingdon, de Labelle et de Hull, le greffier de la Cour de circuit du district judiciaire comprenant un de ces districts électoraux.

Nomination du greffier dans certaines parties des districts électoraux de Montcalm et de Hull.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer comme greffier de la Cour de circuit, dans chacune des parties des districts électoraux de Montcalm et de Hull, formant partie du district judiciaire de Montcalm, le greffier de la Cour de circuit du district de Montcalm. S. R. (1909), 3128; 1 Geo. V (1910), c. 8, s. 14, § J; 2 Geo. V, c. 9, s. 76; 9 Geo. V, c. 12, s. 10; 15 Geo. V, c. 47, s. 8.

Officiers dans les circuits de district électoral.

86. Les mêmes charges judiciaires doivent être établies tant dans les districts électoraux que dans les districts judiciaires, et des personnes compétentes doivent, de la même manière que dans les districts judiciaires,

* Note.—L'article 82 n'est pas en vigueur et ne le deviendra qu'au jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

être nommées à ces charges dans les districts électoraux.
S. R. (1909), 3129.

87. Quand plus d'une Cour de circuit est tenue dans le district électoral, un greffier peut être nommé pour chacune d'elles. S. R. (1909), 3130.

Greffiers s'il y a plus d'une cour dans un district électoral.

88. Toutes les dispositions législatives touchant ces officiers respectifs, tant à l'égard des cautionnements requis de la part des fonctionnaires que de la nomination des députés et des autres matières judiciaires, s'étendent aux mêmes fonctionnaires dans les circuits de district électoral, eu égard toutefois aux dispositions de la présente section. S. R. (1909), 3131.

Dispositions applicables à ces officiers.

§ 6.—*Des devoirs des shérifs et des greffiers du tribunal*

89. Le shérif de chaque district est également officier de la Cour de circuit, et est tenu, dans l'étendue de son district, d'obéir aux ordres du tribunal en toute matière pendante devant lui.

Devoirs des shérifs.

Le greffier de la Cour de circuit, à tout endroit, est officier de ce tribunal, et doit, dans l'étendue de son circuit, obéir à ses ordres.

Devoirs du greffier.

En quelque endroit que les ordres soient donnés, et de quelque endroit qu'ils soient adressés au shérif ou au greffier, ces officiers sont respectivement soumis au tribunal en conséquence. S. R. (1909), 3132.

Contrôle du tribunal sur ces officiers.

90. Tout greffier du tribunal doit tenir des livres de comptes faisant voir le montant des deniers publics qu'il a entre ses mains, de la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil l'ordonne, et déposer ces deniers conformément au paragraphe deuxième de la section septième de la Loi du département du trésor (chap. 20).

Greffiers tiennent des livres de comptes sujets à inspection.

Tout tel officier doit faire les entrées, jour par jour, dans son livre de caisse, et tous ses livres, montants et papiers, ayant rapport à ces deniers publics, sont, en tout temps, durant les heures de bureau, ouverts à la visite des personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil autorise.

Entrées qui y sont faites.

Lorsqu'un greffier est destitué, ou qu'il démissionne, il doit dans les trois mois de sa destitution ou de sa démission, payer et remettre à son successeur en office, toutes les sommes d'argent ou autres choses qui, à cette date, étaient entre ses mains ou pour lesquelles il était alors responsable en vertu de sa charge.

Après la démission, etc. d'un greffier, deniers reçus sont remis à son successeur.

Les héritiers ou représentants de cet officier, dans le cas de décès de ce dernier, sont soumis aux mêmes devoirs.

Devoirs des héritiers.

Successeur
tenu d'exé-
cuter tous juge-
ments anté-
rieurs quant
à ces deniers.

Responsabi-
lité des cau-
tions.

Le successeur, aussitôt que ces sommes de deniers ou autres choses lui ont été payées ou remises, est obligé d'exécuter et remplir tous les jugements et ordres pour la distribution et le paiement de ces sommes ou la remise de ces autres choses, de la même manière que le greffier précédent y aurait été obligé, que ces jugements ou ordres aient été rendus ou donnés avant ou après la mort, la destitution ou la démission du greffier précédent.

Rien de contenu dans le présent article ne doit diminuer la durée ou l'étendue de la responsabilité d'aucune caution du greffier de la Cour de circuit, en vertu de la loi. S. R. (1909), 3133.

SECTION IV

DE LA COUR DE CIRCUIT POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL

Constitution
de la cour.

91. Une cour d'archives, appelée "Cour de circuit du district de Montréal", est établie dans la cité de Montréal et a juridiction sur le district de Montréal. S. R. (1909), 3134.

Composition
du tribunal.

92. Ce tribunal est composé de cinq juges, dont un doyen, appelés "juges de la Cour de circuit du district de Montréal", lesquels doivent être des avocats d'au moins dix ans de pratique, choisis parmi les membres du barreau de la province.

Pouvoirs du
doyen.

Le doyen a sur ce tribunal et sur les juges et les officiers de ce tribunal tous les pouvoirs que possède le juge en chef de la Cour supérieure sur ce dernier tribunal, ses juges et ses officiers. S. R. (1909), 3135; 1 Geo. V (1910), c. 24, s. 1; 10 Geo. V, c. 79, s. 46.

Fonctions
incompati-
bles.

93. Nul tel juge ne peut occuper un siège au Sénat ou à la Chambre des communes, ni dans le Conseil exécutif, le Conseil législatif ou l'Assemblée législative de cette province, ni remplir d'autres fonctions sous la couronne, tant qu'il exerce sa charge. S. R. (1909), 3136.

Pouvoirs des
juges.

94. Tous les pouvoirs possédés par les juges de la Cour supérieure, et les devoirs qui leur sont imposés, relativement aux affaires, procédures, matières et choses qui ressortissent à la Cour de circuit pour la province, sont dévolus aux juges de la Cour de circuit du district de Montréal. S. R. (1909), 3137.

Présidence
du tribunal.

95. Un seul de ces juges préside le tribunal, mais ils peuvent siéger tous en même temps, dans des chambres différentes, et y exercer tous les pouvoirs de ce tribunal.

Séances des
juges.

Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil le requiert, les cinq juges siègent en même temps, en

des chambres différentes, durant les heures qu'il peut fixer, et ils exercent tous les pouvoirs de la cour. S. R. (1909), 3138; 1 Geo. V (1910), c. 24, s. 2; 10 Geo. V, c. 79, s. 47.

96. La juridiction du tribunal est la même, pour entendre et juger les matières civiles, que celle qui est exercée par la Cour de circuit pour la province. S. R. (1909), 3139. Juridiction du tribunal

97. Le lieu des séances de ce tribunal, les bureaux de ses officiers, et les endroits nécessaires aux dépôts de ses archives, sont ceux déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3140. Lieu des séances.

98. Les huissiers de la Cour supérieure sont les huissiers de ce tribunal. S. R. (1909), 3141. Huissiers.

99. Toute cause ou procédure commencée et pendante devant la Cour de circuit abolie en vertu de la loi 56 Victoria, chapitre 24, doit être continuée, entendue et jugée par les juges de la Cour supérieure; mais les exécutions et toutes autres procédures postérieures au jugement final, sont du ressort de la Cour de circuit du district de Montréal et de ses juges. S. R. (1909), 3142. Causes commencées devant C. C.

100. Les dossiers, archives, plunitifs, livres et papiers de la Cour de circuit, lors de son abolition en vertu de la loi 56 Victoria, chapitre 24, doivent, jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par le lieutenant-gouverneur en conseil, rester dans les endroits où ils étaient déposés et tenus le 1er juillet 1893, comme appartenant à la Cour de circuit du district de Montréal et comme étant sous le contrôle exclusif de ce tribunal et de ses juges. S. R. (1909), 3143. Dossiers et archives.

101. Toutes les dispositions du Code de procédure civile et autres dispositions relatives à la Cour de circuit pour la province sont applicables à la Cour de circuit du district de Montréal et aux juges qui la président. S. R. (1909), 3144. Dispositions applicables.

102. 1. Les mots "Cour de circuit du district de Montréal", "Cour de circuit de Montréal" ou simplement "cour" ou "Cour de circuit", chaque fois qu'il s'agit de la Cour de circuit siégeant dans le district de Montréal, partout où ils se rencontrent dans le Code de procédure civile ou autre loi, signifient et comprennent "la Cour de circuit du district de Montréal" établie sous l'empire de la présente section. Interprétation des mots: "Cour de circuit de Montréal, etc.

"Juges de la Cour supérieure", etc.

2. Les mots "juges de la Cour supérieure", "juge" ou "juges", chaque fois qu'il s'agit de leurs pouvoirs et devoirs, relativement aux affaires, matières ou choses se rapportant à la Cour de circuit pour la province, siégeant dans le district de Montréal, s'entendent des juges de la Cour de circuit du district de Montréal établie sous l'empire de la présente section, et des juges de la Cour supérieure.

"Greffier de la Cour de circuit", etc.

3. Les mots: "greffier de la Cour de circuit" ou "greffier", ainsi que les mots indiquant tous autres officiers ou employés, chaque fois qu'il s'agit de la Cour de circuit pour la province siégeant dans le district de Montréal, s'entendent du greffier et de tout officier ou employé de la Cour de circuit du district de Montréal établie sous l'empire de la présente section. S. R. (1909), 3145.

Pouvoirs des juges de la C. S.

103. Les juges de la Cour supérieure ont, relativement à la Cour de circuit du district de Montréal, les mêmes pouvoirs que les juges de ce tribunal. S. R. (1909), 3146.

SECTION V

DE LA COUR DU BANC DU ROI, DE LA COUR SUPÉRIEURE ET DE LA COUR DE CIRCUIT DANS LE DISTRICT DE GASPÉ

§ 1.—*Dispositions générales*

Dispositions applicables au district de Gaspé.

104. Toutes les dispositions générales des présents Statuts refondus et du Code de procédure civile, relatives à l'administration de la justice, non incompatibles avec quelque disposition applicable au district de Gaspé, s'appliquent à ce district. S. R. (1909), 3147.

Comment les cours y sont tenues.

105. Tout en restant sujettes aux dispositions spéciales de la présente section, la Cour du banc du roi, la Cour supérieure et la Cour de circuit, sont tenues, dans le district de Gaspé, de la même manière que dans les autres districts. S. R. (1909), 3148.

Interprétation.

106. La répétition, dans la présente section, de dispositions générales applicables aux autres districts aussi bien qu'au district de Gaspé, ne peut avoir l'effet de modifier les articles 104 et 105. S. R. (1909), 3149.

District électoral de Gaspé.

107. Sauf les dispositions spéciales au contraire, les mots "district électoral de Gaspé" signifient, pour les fins judiciaires, le district électoral de Gaspé et le district électoral des Iles-de-la-Madeleine; et les mots "district électoral de Bonaventure" signifient, pour les mêmes fins, le district électoral de Bonaventure. S. R. (1909), 3150.

§ 2.—*Des greffiers de la couronne, des greffiers de la paix, des protonotaires, des greffiers de la Cour de circuit, du shérif et de leurs cautionnements*

108. Pour la convenance des habitants du district de Gaspé, le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, nomme, durant bon plaisir, deux personnes de capacité et d'expérience suffisantes dans la pratique des tribunaux en matières civile et criminelle de la province, pour être conjointement greffier de la couronne et de la paix et protonotaire de la Cour supérieure dans le district de Gaspé.

Nomination de greffiers conjoints et d'autres officiers.

L'un de ces fonctionnaires doit résider à Percé, dans le district électoral de Gaspé, et l'autre à New-Carlisle, dans le district électoral de Bonaventure, auxquels endroits ils tiennent leurs bureaux ouverts au palais de justice, chaque jour de l'année, les dimanches et les fêtes d'obligations exceptés, depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi.

Résidence de ces officiers.

Les juges de ces tribunaux peuvent changer, aussi souvent qu'ils le trouvent nécessaire, telles heures de bureau et en fixer d'autres, suivant qu'ils le trouvent convenable, en ayant toutefois égard à la convenance du public. S. R. (1909), 3151.

Heures de bureau.

109. Les protonotaires conjoints tiennent, de la même manière que le fait le protonotaire de ce tribunal dans le district de Québec, des registres et plumitifs de toutes les procédures faites devant la Cour supérieure dans les causes civiles.

Tenue des registres.

Il n'est pas nécessaire que ces registres et plumitifs soient tenus en double dans le district de Gaspé, mais des registres et plumitifs sont tenus séparément dans chacun des districts électoraux de Gaspé et de Bonaventure. S. R. (1909), 3152.

Mode de les tenir.

110. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également nommer une personne de capacité et d'intégrité suffisantes pour être le shérif du district. Avant d'entrer dans l'exercice de sa charge, ce fonctionnaire doit donner le cautionnement requis par la loi. S. R. (1909), 3153.

Nomination d'un shérif.

Son cautionnement.

111. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également nommer un protonotaire, un shérif, un greffier de la Cour de circuit au chef-lieu, un greffier de la couronne et un greffier de la paix distincts, pour chacun des districts électoraux de Gaspé et de Bonaventure; et, en ce cas, les salaires et émoluments, payables aux fonctionnaires qui occupent conjointement ces charges dans

Am. 168 V. c. 14. s. 30.
Nominations d'autres officiers.

tout le district de Gaspé, sont partagés entre ceux qui les occupent séparément, dans les proportions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3154.

Pouvoirs de ces officiers.

112. Chaque tel officier a, dans l'un ou l'autre district électoral, les pouvoirs de l'officier semblable dans et pour tout autre district judiciaire; le shérif du district électoral de Gaspé peut nommer un député pour les Iles-de-la-Madeleine comme s'il était le shérif du district judiciaire de Gaspé. S. R. (1909), 3156.

Pouvoir du lt-gouv. de nommer des officiers conjoints.

113. Rien de contenu dans les articles 111 et 112 ne peut cependant être interprété comme ayant l'effet d'empêcher le lieutenant-gouverneur en conseil, si, en tout temps, il le juge à propos, de continuer en fonction ou de nommer un shérif pour tout le district, des proto-notaires conjoints de la Cour supérieure, des greffiers conjoints de la Cour de circuit au chef-lieu, des greffiers conjoints de la couronne, ou des greffiers conjoints de la paix. S. R. (1909), 3157.

§ 3.—*Du lieu d'emprisonnement des délinquants*

Lieu d'emprisonnement après le procès.

114. Un délinquant condamné à l'emprisonnement pour quelque infraction commise dans le district judiciaire de Gaspé, doit être incarcéré dans la prison commune du district électoral où il a subi son procès. S. R. (1909), 3158.

§ 4.—*Des districts électoraux considérés comme districts judiciaires séparés*

Districts électoraux considérés comme districts judiciaires séparés.

115. Chacun des districts électoraux de Gaspé et de Bonaventure est considéré comme un district judiciaire séparé pour ce qui concerne les actions ou poursuites en matière civile qui doivent être intentées devant la Cour supérieure ou la Cour de circuit siégeant au chef-lieu de l'un ou l'autre de ces districts électoraux, de manière que nulle action ou poursuite ne puisse être intentée dans l'un ou l'autre district électoral qu'en autant qu'elle aurait pu l'être si ce district électoral eût été un district judiciaire séparé. S. R. (1909), 3159.

§ 5.—*Des procès par jury dans le district électoral de Gaspé*

Quand il pourra y avoir des procès par jury en matière civile dans Gaspé.

116. Tant qu'il n'y aura pas, sur la liste des personnes habiles à servir comme jurés dans les causes civiles, préparée par le protonotaire de la Cour supérieure pour le district électoral de Gaspé au moins soixante-quinze

noms, il ne pourra y avoir dans ce district électoral de procès par jury en matière civile. S. R. (1909), 3160.

§ 6.—*Des termes et des séances de la Cour de circuit*

117. Pendant les termes, la Cour de circuit siège chaque jour, excepté les dimanches et fêtes d'obligations, mais le juge peut, comme dans les autres districts, clore les séances du terme, chaque fois qu'il n'y a plus d'affaires devant le tribunal, ou continuer le terme par ajournement jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. (1909), 3161.

Quand siège la cour.

§ 7.—*Des circuits où certains commerçants ou pêcheurs peuvent être poursuivis*

118. Toute personne faisant des affaires, comme commerçant ou comme pêcheur, dans plus d'un des districts électoraux ou circuits dans le district judiciaire de Gaspé, peut être poursuivie dans le district électoral ou le circuit où elle a son domicile, ou dans tout autre district électoral ou circuit où elle fait des affaires. S. R. (1909), 3162.

Endroits où certaines personnes peuvent être poursuivies.

§ 8.—*Des honoraires*

119. Sur toute procédure instituée ou sur jugement rendu dans la Cour de circuit dans le district judiciaire de Gaspé, il n'est alloué d'autres honoraires ou des honoraires plus élevés que ceux qui sont alloués en pareil cas dans la Cour de circuit des autres districts de la province. S. R. (1909), 3163.

Montant des honoraires alloués.

§ 9.—*Des appels*

120. Les causes appelables ressortissent à la Cour du banc du roi siégeant en appel à Québec; l'appel est sujet aux mêmes dispositions que l'appel interjeté de la Cour supérieure dans les autres districts, sauf l'appel de la Cour de circuit dans les Iles-de-la-Madeleine, qui est régi par les dispositions établies par le paragraphe onzième de la présente section. S. R. (1909), 3164.

Appels

§ 10.—*Des huissiers de la Cour supérieure*

121. Les huissiers nommés par la Cour supérieure, siégeant à Percé ou à New-Carlisle, dans le district judiciaire de Gaspé, ont pouvoir et autorité d'instrumenter dans les limites de tout le district judiciaire. S. R. (1909), 3165.

Huissiers, leurs pouvoirs.

122. Ces huissiers sont sujets à destitution par la Cour supérieure. S. R. (1909), 3166.

Leur destitution.

Leur cautionnement.

123. Les huissiers, ainsi nommés, donnent caution comme la loi le prescrit pour les autres districts. S. R. (1909), 3167.

Mode de le donner.

124. Le cautionnement est donné devant le proto-notaire du tribunal où l'huissier est nommé, et reste à son bureau; ce protonotaire est tenu, relativement à ce cautionnement et à l'huissier qui l'a donné, aux mêmes devoirs que ceux qui incombent par la loi au protonotaire de la Cour supérieure dans les autres districts judiciaires, devant qui un huissier a donné caution. S. R. (1909), 3168.

Nomination d'huissiers dans chaque canton

125. En tant que la chose est praticable et que l'on peut trouver des personnes capables et convenables qui consentent à remplir cet office, un ou plusieurs huissiers sont nommés dans chacun des cantons ou principaux établissements du district.

Significations par huissier.

Toute partie à l'instance de laquelle il est émis quelque bref, ordre ou procédure de la Cour supérieure ou de la Cour de circuit, de même que le shérif, suivant les circonstances, doit les faire signifier et exécuter par l'huissier qui réside le plus près du lieu où doivent se faire cette signification et cette exécution. S. R. (1909), 3169.

Investigation sur la conduite des huissiers, etc.

126. Aux fins de s'enquérir de la conduite de tout huissier du district de Gaspé, ou de tout autre officier de justice, agissant ostensiblement en vertu de l'autorité du tribunal, qui se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou qui n'effectue pas le paiement, ou ne rend pas un compte fidèle des deniers qu'il perçoit, de punir la malversation de cet huissier ou officier de justice et de donner satisfaction à la partie lésée par telle malversation, la Cour supérieure et la Cour de circuit dans ce district, ont les mêmes pouvoirs et autorité que toute Cour supérieure ou de circuit dans les autres districts judiciaires de la province, pour les objets qui viennent d'être mentionnés. S. R. (1909), 3170.

Prisons où doivent être emprisonnés les huissiers.

127. Si un huissier ou un autre officier de justice est incarcéré en conséquence de sa malversation, il doit l'être dans la prison commune de celui des deux districts électoraux où est le tribunal qui a rendu la sentence d'emprisonnement. S. R. (1909), 3171.

§ 11.—*Dispositions relatives aux Iles-de-la-Madeleine*

Circuit des Iles-de-la-Madeleine.

128. Les Iles-de-la-Madeleine, dans le golfe Saint-Laurent, forment un circuit par elles-mêmes.

La Cour de circuit y siégeant n'a pas juridiction concurrente avec la même cour siégeant dans tout autre endroit du district de Gaspé, de même que toute autre cour n'a pas de juridiction concurrente avec celle qui siège dans ces îles. Juridiction exclusive de la C. C.

La Cour de circuit de ces îles possède, en matière civile, la même juridiction que la Cour supérieure dans les autres districts de la province. Cour supérieure.

Le greffier de cette Cour de circuit a les mêmes pouvoirs que le protonotaire de la Cour supérieure dans tout autre district, et nulle affaire civile mue devant ce tribunal n'est évocable à un tribunal supérieur, à raison de la nature ou de la valeur de la propriété ou du montant des deniers qui y sont réclamés. S. R. (1909), 3172. Pouvoirs du greffier.

129. La procédure devant la Cour de circuit de ces îles est sommaire comme dans les causes non appelables, excepté que, dans les causes appelables, le juge prend, ou fait prendre sous sa direction, des notes des témoignages et des admissions donnés de vive voix par les parties. Procédures dans la C. C.

Ces notes, qui doivent aussi contenir la substance des plaidoyers, sont signées par le juge et versées au dossier. Signature des notes du juge.

Dans chaque cause, la contestation est verbale et les plaidoyers sont produits verbalement à l'audience, comme dans les causes non sujettes à appel, à moins que, sur la demande des parties qui ont préparé par écrit leur contestation, le juge n'en ordonne autrement. S. R. (1909), 3173. Plaidoyers.

130. Chaque jour de l'année, en terme ou en vacances, n'étant pas un dimanche ou un jour férié, est un jour de rapport des causes portées devant ce tribunal. S. R. (1909), 3174. Jours de rapports.

131. Dans toutes les causes appelables ou non appelables rapportées devant le tribunal pendant les vacances, la procédure est la même que celle usitée pour les causes de la même catégorie rapportées en vacances devant les autres Cours de circuit de la province. Procédures dans les causes rapportées en vacances.

Pour les causes rapportées en terme, la procédure est celle prescrite par l'article 129, à moins d'incompatibilité de cet article avec tout autre article de la présente section. S. R. (1909), 3175. Causes rapp. en termes.

132. Il doit y avoir un terme de la cour chaque année dans ces îles. S. R. (1909), 3176. Termes de la cour.

133. Le jour où chaque terme commence et finit, est fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur et peut être changé de la même manière. Fixation des termes.

Continuation
des termes.

Chaque terme peut être continué par le juge jusqu'à ce qu'il ait déclaré qu'il n'y a plus d'affaires devant le tribunal et qu'il ait clos tel terme. S. R. (1909), 3177.

Ann. 17 920 v. c. 47. 2. 6
Appel des
jugements à
la Cour du
banc du roi.

134. Il y a appel des jugements du tribunal à la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) siégeant à Québec, dans tous les cas où semblables jugements, s'ils étaient rendus par la Cour supérieure de tout autre endroit, seraient appelables.

Procédures
en appel.

Excepté que le premier jour auquel l'appel peut être entendu est le premier jour juridique du terme qui s'ouvre après le premier jour de juin suivant le prononcé du jugement, de quelque valeur et de quelque montant que soit la demande, la procédure sur l'appel est celle usitée sur les appels de la Cour supérieure, et le cautionnement ordinaire d'appel doit être donné comme dans les autres endroits. S. R. (1909), 3178.

Instruction
des appels.

135. Excepté que le premier jour auquel l'appel peut être entendu est le premier jour juridique du terme qui s'ouvre après le premier jour de juin suivant l'expiration du délai pour produire une opposition à ces jugements, la procédure sur les appels des jugements rendus par défaut ou *ex parte* et enregistrés pendant les vacances est celle prescrite par l'article 134. S. R. (1909), 3179.

Pouvoirs des
juges quant
à l'admission
des huissiers.

136. Tout juge de la Cour supérieure a, pendant qu'il siège dans ces îles, relativement à l'admission des huissiers, tous les pouvoirs et autorité accordés à la Cour supérieure, et le greffier de la Cour de circuit tenue dans ces îles possède, à cette fin, tous les pouvoirs des proto-notaires. S. R. (1909), 3181.

Greffier est
d'office député-
greffier de
la paix.

137. Le greffier de la Cour de circuit dans ces îles est d'office député-greffier de la paix, et a les pouvoirs et l'autorité dont est revêtu le greffier de la paix pour le district judiciaire ou le district électoral de Gaspé. S. R. (1909), 3182.

Local de la
cour.

138. Le palais de justice ou le local dans lequel la Cour de circuit est tenue, est fourni par la municipalité de comté de ces îles et à ses frais, de la même manière que la chose se pratique ailleurs. S. R. (1909), 3183.

Député-
shérif.

139. 1. Le shérif du district judiciaire ou du district électoral de Gaspé nomme un député qui réside aux Îles-de-la-Madeleine.

Ses pouvoirs.

2. Ce député a la charge du palais de justice, de la prison et de toutes les personnes y détenues et sous garde.

Il exerce, dans les matières civiles et criminelles, les pouvoirs du shérif se rattachant à ces îles ainsi qu'au reste du district de Gaspé, relativement au transfert des prisonniers de ces îles à toute prison commune dans le district, et aux autres matières liées à l'administration de la justice. Il possède, en outre, tous les autres pouvoirs que le shérif juge à propos de lui conférer dans la sphère de ses propres attributions.

3. Le shérif, s'il est nommé pour tout le district judiciaire de Gaspé, doit avoir un autre député pour toutes fins légales dans celui des districts électoraux du district judiciaire où il ne réside pas lui-même. S. R. (1909), 3184.

§ 12.—*Dispositions relatives à Sainte-Anne-des-Monts et à Cap-Chat*

140. Les établissements de Sainte-Anne-des-Monts et Cap-Chat font partie des district électoral et district judiciaire de Gaspé, pour toutes les fins relatives à l'administration de la justice, tant en matière civile qu'en matière criminelle. S. R. (1909), 3185.

Ste-Anne-des-Monts et Cap-Chat pour administration de la justice.

§ 13.—*Dispositions relatives à la Côte Nord entre Betsiamites et Blanc-Sablon et l'Île-d'Anticosti*

141. Les tribunaux civils, et les juges de ces tribunaux siégeant à Percé, dans le district électoral de Gaspé, dans le district judiciaire de Gaspé, possèdent une juridiction civile concurrente avec les tribunaux et les juges du district de Saguenay, pour connaître, entendre, juger et décider toutes les actions civiles de leur ressort, provenant de cette partie de la côte nord située entre Betsiamites et Blanc-Sablon, inclusivement, ainsi que de l'Île-d'Anticosti, dans le golfe Saint-Laurent.

Dispositions relatives à la côte nord et à l'Île d'Anticosti.

Tous les officiers de justice attachés à ces tribunaux de juridiction civile peuvent exercer leurs fonctions dans les matières civiles provenant des territoires ci-dessus mentionnés. S. R. (1909), 3186.

Pouvoirs des officiers à cet égard.

142. Tout bref de sommation ou autre document judiciaire peut aussi, sur permission du juge, du notaire ou du greffier des tribunaux ayant juridiction dans cette partie de la côte nord du golfe Saint-Laurent, être signifié par une personne lettrée.

Significations par personne lettrée.

Le certificat de telle signification doit être attesté sous serment devant un juge de paix, ayant juridiction ou résidant dans cette partie du district de Saguenay, ou un commissaire de la Cour supérieure nommé pour le district.

Procès-verbal.

Signification
par certains
constables
spéciaux.

Les constables spéciaux nommés par le magistrat de district peuvent aussi, sous leur serment d'office, faire des significations pour la Cour de magistrat. Ils peuvent également exploiter en matière de saisie mobilière avec les mêmes pouvoirs qu'un huissier de la Cour supérieure, dans les matières et choses relevant de la juridiction de la Cour de magistrat. S. R. (1909), 3187; 15 Geo. V, c. 49, s. 1.

S. R. (1909), 3187; 15 Geo. V, c. 49, s. 1.

SECTION VI

DU GREFFE DE LA PAIX, DANS LE DISTRICT DE PONTIAC, A TÉMISCAMINGUE

Établisse-
ment d'un
greffe de la
paix à Témis-
camingue.

143. Le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, décréter l'établissement d'un greffe de la paix, dans et pour le district de Pontiac, à Témiscamingue, dans le local choisi et désigné par lui dans cette proclamation. S. R. (1909), 3187a; 15 Geo. V, c. 50, s. 1.

Nomination
du député-
greffier.

Ann,
163.V.C. 14. 1. 31.

144. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bon plaisir, pour tenir ce greffe de la paix, une personne de capacité et d'expérience suffisantes dans la pratique des tribunaux de la province en matière criminelle, député-greffier de la paix et fixe son traitement; et ce député-greffier de la paix doit rendre compte au trésorier de la province des honoraires et émoluments par lui perçus dans l'exercice de ses fonctions, à quelque titre que ce soit.

Nomination
des autres
employés.

Il peut également nommer les employés additionnels qu'il juge à propos pour aider ce député dans l'accomplissement de ses devoirs, et fixer le traitement de ces employés. S. R. (1909), 3187b; 15 Geo. V, c. 50, s. 1.

Pouvoirs, de-
voirs et obli-
gations du
député-gref-
fier.

145. Le député-greffier de la paix, nommé sous l'autorité de l'article 144 ci-dessus, a, relativement aux matières et choses dont il est saisi dans l'exécution de ses fonctions, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que le greffier de la paix au chef-lieu. Il a la garde de tous les dossiers du greffe, à l'exception de ceux qui concernent des affaires relevant des tribunaux supérieurs de juridiction criminelle, qui doivent être transmis par lui au greffier de la paix, au chef-lieu du district. S. R. (1909), 3187c; 15 Geo. V, c. 50, s. 1.

Paiement des
dépenses.

146. Les dépenses à encourir pour la mise à exécution de la présente section sont payées sur le fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 3187e; 15 Geo. V, c. 50, s. 1.

SECTION VII

DE LA COUR DE COMMISSAIRES

§ 1.—*De la constitution du tribunal et de la nomination des commissaires*

147. Sur la requête d'au moins cent propriétaires de biens-fonds situés dans une ville, et d'au moins cinquante propriétaires de terres ou héritages dans une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale de la province, formant la majorité des électeurs municipaux du lieu qui demande l'érection d'une Cour de commissaires, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire droit à la demande en y établissant cette cour, et nommer une ou plusieurs personnes y domiciliées, comme commissaires pour la tenir. S. R. (1909), 3188.

148. Aucun huissier, constable, aubergiste, cabaretier, hôtelier, tavernier ou autre individu tenant une maison d'entretien public, ne peut être nommé ou agir en qualité de commissaire. S. R. (1909), 3189.

149. Aucune nomination de commissaires n'est faite sans que, au préalable, le certificat de trois juges de paix du lieu ait été fourni au lieutenant-gouverneur en conseil attestant que les signataires de la requête sont réellement domiciliés et propriétaires du lieu et y forment la majorité des électeurs municipaux.

Cependant lorsqu'il s'agit d'une cour déjà établie, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire toute nomination de commissaire sans exiger les formalités ci-dessus. S. R. (1909), 3190, 3190a; 14 Geo. V, c. 43, s. 1.

150. Dans les Iles-de-la-Madeleine, et dans les localités situées sur la rivière Saguenay et sur les rivières Madawaska et Saint-Jean, la signature de cent habitants tenant feu et lieu apposée sur la requête mentionnée en l'article 147, suffit pour obtenir l'érection d'une Cour de commissaires et la nomination d'un ou de plusieurs commissaires. S. R. (1909), 3191.

151. La requête doit être certifiée comme il est porté en l'article 149, dont toutes les dispositions relatives à la nomination d'un ou de plusieurs commissaires, doivent être observées comme le reste des dispositions de la présente section, en tant qu'elles sont applicables à ces endroits et qu'elles y sont praticables. S. R. (1909), 3192.

Endroit où la cour ne peut être tenue.

152. Nulle Cour de commissaires n'est tenue dans les cités de Québec, Montréal, Saint-Hyacinthe ou Sherbrooke, ni dans la cité et la paroisse des Trois-Rivières. S. R. (1909), 3193; 15 Geo. V, c. 81, s. 2.

Nombre de cours dans chaque paroisse.

153. Il n'y a, dans chaque ville, paroisse, canton ou localité extra-paroissiale, qu'une Cour de commissaires quoique plusieurs commissaires soient nommés pour le même lieu. S. R. (1909), 3194.

§ 2.—*De l'abolition et du rétablissement des Cours de commissaires*

Abolition de la cour.

154. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter la suspension ou la discontinuation d'une Cour de commissaires établie dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale, dont la majorité des habitants ayant droit de suffrage aux élections municipales, signe et lui présente une requête à cette fin, accompagnée d'un certificat de trois juges de paix résidant dans l'endroit, attestant que les signataires forment la majorité absolue des électeurs municipaux y résidant.

Abolition de la cour si elle n'a pas siégé.

Sur preuve satisfaisante qu'une cour de commissaires n'a pas siégé depuis plus de deux ans, ou après réception de la démission des commissaires, le lieutenant-gouverneur en conseil peut abolir cette cour.

Transmission des dossiers.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi ordonner que les dossiers et archives de toute cour ainsi suspendue, discontinuée ou abolie, soient transmis à la cour qu'il désigne.

Idem.

Cette dernière cour doit être une Cour de circuit ou une Cour de magistrat, dans le même district.

Avis de l'abolition.

Un avis de l'arrêté ministériel décrétant la suspension ou l'abolition d'une cour et la transmission des dossiers et archives de ladite cour, est publié pendant un mois dans la *Gazette officielle de Québec*.

Son rétablissement.

Nulle cour ainsi suspendue, discontinuée ou abolie ne peut être rétablie autrement que sur une requête signée et certifiée en la manière prescrite pour l'érection d'une Cour de commissaires. S. R. (1909), 3195; 14 Geo. V, c. 43, s. 2.

Certificat des juges de paix au sujet de l'abolition de la cour.

155. Aucun des trois juges de paix mentionnés en l'article 154, ne doit certifier que la requête pour la suspension, l'abolition ou le rétablissement d'une Cour de commissaires, a été signée par la majorité des électeurs de la ville, de la paroisse, du canton ou de la localité extra-paroissiale où la cour est établie, avant que cha-

que signature ait été attestée sous serment devant un juge de paix résidant dans le district électoral où est située cette ville, cette paroisse, ce canton ou cette localité extra-paroissiale, par un électeur municipal du lieu, connu du juge de paix, dans la forme suivante, ou en termes équivalents:

“Je M. N., jure que A. B., C. D. et E. F. (*insérer le ou Serment. les noms de la personne ou des personnes dont la signature ou les signatures doivent être attestées*) ont signé la requête ci-dessus décrite en ma présence; et que je le (*ou les*) connais personnellement, et sais qu’il (*ou que chacun d’eux*) est un électeur municipal de la ville, (de la paroisse, du canton *ou* de la localité extra-paroissiale) de

(*si quelqu’un des signataires fait sa marque au lieu d’écrire son nom, ajouter: et que ladite requête a été lue distinctement et expliquée à ceux des signataires qui y ont fait leurs marques au lieu de signer leurs noms.*)

M. N.

Attesté sous serment devant moi, un des juges de paix de Sa Majesté pour le district électoral de , par M. N. (*état, profession ou qualité*) qui m’est personnellement connu comme étant un électeur municipal de la ville, (de la paroisse, du canton *ou* de la localité extra-paroissiale) de , et comme étant une personne digne de foi, à , ce jour de , mil neuf cent .

O. K.,
juge de paix.”

S. R. (1909), 3196.

156. Immédiatement après l’abolition d’une Cour de commissaires, le greffier est tenu de déposer les dos-^{Transfert des archives.}siers et archives de la cour abolie dans la Cour désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3197; 14 Geo. V, c. 43, s. 3.

157. Les jugements rendus par la cour abolie sont mis à exécution par le tribunal où ils ont été transmis, ^{Exécution des jugements du tribunal.}comme s’ils avaient été rendus par le même tribunal. S. R. (1909), 3198.

158. Malgré que des villages constitués en corporation soient détachés d’une paroisse ou d’un canton où une Cour de commissaires est établie, cette cour n’en conserve pas moins son identité comme Cour de commissaires de cette paroisse ou de ce canton, et est conti-^{Juridiction de la Cour de commissaires de villages détachés d’une paroisse, etc.}nue.

nuée dans sa juridiction sur tout le territoire compris dans cette paroisse ou dans ce canton lors de l'érection de la cour. S. R. (1909), 3199.

Érection
d'une cour
pour chacun
des villages
s'il y a déta-
chement
d'une pa-
roisse.

159. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, cependant, sur requête à cette fin signée et présentée dans les conditions et suivant les formalités prescrites dans l'article 147, pour l'érection originaire d'une Cour de commissaires dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale, établir une Cour de commissaires distincte pour chacun de ces villages, auxquels cas la juridiction de l'ancienne cour est limitée au reste du territoire, mais peut continuer à tenir ses séances dans le village. S. R. (1909), 3200.

Si la paroisse
ou le canton
est divisé.

160. Quand une paroisse ou un canton où une Cour de commissaires est établie, est divisé en plusieurs paroisses ou cantons, ou quand une partie du territoire de cette paroisse ou de ce canton en est détachée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête à cette fin, déterminer pour l'avenir la juridiction territoriale dont cette cour sera revêtue, et le nom sous lequel elle sera connue. S. R. (1909), 3201.

§ 3.—*Des devoirs des commissaires avant d'entrer en fonction*

Serment des
commissaires.

161. Avant d'entrer en fonction, tout commissaire prête et souscrit devant un juge de paix le serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de son office, au meilleur de ses connaissances, capacités et jugement.

Devoirs du
juge de paix
qui a reçu le
serment.

Le juge de paix qui a reçu ce serment, en donne une copie certifiée au commissaire, qui la fait annexer au registre du tribunal qu'il doit tenir. S. R. (1909), 3202.

§ 4.—*Du greffier du tribunal et de son député, et de leurs devoirs*

Nomination
du greffier.

162. Chaque Cour de commissaires nomme son greffier.

Mode de la
faire.

La nomination du greffier se fait par le commissaire, s'il n'y en a qu'un, ou à la majorité des commissaires, s'il y en a plus de deux; et, s'il n'y en a que deux, par le commissaire dont le nom est le premier sur la liste. S. R. (1909), 3203.

Sa destitu-
tion.

163. Le greffier peut être destitué et remplacé par les commissaires de la même manière qu'il est nommé. S. R. (1909), 3204.

164. Le greffier peut, avec la permission des commissaires ou de la majorité d'entre eux, se nommer un député dont les actes sont sous sa responsabilité, et qu'il peut destituer. S. R. (1909), 3205.

Nomination
des députés.

165. Il n'y a qu'un seul greffier de la Cour de commissaires pour la ville, la paroisse, le canton ou la localité extra-paroissiale, quoiqu'il puisse avoir été nommé deux ou un plus grand nombre de commissaires pour toute telle place. S. R. (1909), 3206.

Nombre des
greffiers par
localité.

166. Aucun mineur, huissier, aubergiste, cabaretier ou débitant de liqueurs alcooliques ou fermentées pour être bues dans sa maison ou ses dépendances, ne peut être greffier d'une Cour de commissaires.

Personnes
inhabiles à
être greffiers.

Aucun parent au degré de père, de fils, de frère, de beau-frère, de gendre ou de neveu, commis ou agent d'un des commissaires, ne peut être nommé greffier de la cour où ce commissaire a le droit de siéger. S. R. (1909), 3207.

Autres inha-
bilités.

167. A moins qu'il ne donne un cautionnement de deux cents dollars, devant un des commissaires du tribunal, pour la due exécution de ses devoirs, nul ne peut être nommé greffier d'une Cour de commissaires, s'il ne possède, lors de sa nomination, pour son propre usage et dans son intérêt, à titre de propriétaire, ou d'emphytéote pour un terme d'au moins vingt et un ans, ou d'usufruitier pour la vie, des biens immeubles situés dans le district électoral où est située la cour, de la valeur annuelle de quarante-huit dollars, en sus des rentes, redevances et hypothèques dont ces biens peuvent être grevés. S. R. (1909), 3208.

Qualités et
cautionne-
ment requis
du greffier.

168. Avant d'entrer en fonction, le greffier doit prêter serment devant un commissaire autorisé à siéger au tribunal, de remplir fidèlement, impartialement et au meilleur de sa connaissance, les devoirs de sa charge. Ce serment est transcrit dans le registre du tribunal. S. R. (1909), 3209.

Son serment
avant d'en-
trer en fonc-
tion.

§ 5.—Du lieu des séances du tribunal

169. Pourvu que ce ne soit pas dans une auberge, une maison d'entretien public ou ses dépendances, la cour est tenue près de l'église, ou dans le lieu le plus fréquenté de la ville, de la paroisse, du canton ou de la localité extra-paroissiale, choisi par les commissaires ou un

Endroits où
sont tenues
ces cours.

commissaire, suivant le cas, et en la manière prescrite en l'article 162, dans une salle convenable fournie, sous la direction des commissaires ou d'un seul d'entre eux, par le greffier, à la charge duquel sont les frais de loyer et de chauffage de cette salle, de même que les autres dépenses et déboursés nécessaires pour la tenue convenable de la cour, et qui sont acquittés à même les honoraires qui lui sont attribués. S. R. (1909), 3210.

Office de
commissaire
est gratuit.

170. L'office de commissaire est gratuit, et ne donne à celui-ci aucun droit de recevoir de rémunération pour les services qu'il rend en vertu de la présente section. S. R. (1909), 3211.

Époque de la
tenue des
cours.

171. La Cour des commissaires est tenue le premier lundi de chaque mois, n'étant pas un jour férié, et, si ce lundi est un jour férié, le jour non férié suivant, et tels autres jours auxquels les commissaires jugent à propos de l'ajourner pour l'audition des témoins et la décision des causes. S. R. (1909), 3212.

Par qui tenue.

172. La Cour peut être tenue par tout commissaire nommé pour chaque ville, paroisse, canton ou localité extra-paroissiale; mais les commissaires nommés pour la même cour peuvent être tous présents et siéger ensemble, s'il est nécessaire ou s'ils le jugent à propos. S. R. (1909), 3213.

Spécification
du lieu dans
l'assignation.

173. Le lieu où la cour est tenue est spécifié dans chaque bref d'assignation ou de *subpœna* émis par le tribunal. S. R. (1909), 3214.

§ 6.—*Des registres et papiers*

Registre des
poursuites.

174. Le greffier de chaque Cour de commissaires tient un registre de toutes les causes qui y sont mues, des procédures faites et des jugements rendus dans chacune d'elles. S. R. (1909), 3215.

Contenu de
ce registre.

175. Ce registre contient un état succinct des noms, qualités et résidence des parties, de la nature de la demande et de la défense, et des pièces produites avec leur date et les noms des notaires qui les ont passées, si les pièces sont authentiques, ainsi que l'indication sommaire des pièces offertes en preuve. S. R. (1909), 3216.

Livraison de
copies des
entrées.

176. Sous peine d'une amende de quarante dollars, recouvrable par la personne qui en fait la demande, le

greffier doit donner copie des entrées du registre à toute personne qui le requiert et offre de lui payer dix centins pour chaque cent mots de cette copie. S. R. (1909), 3217.

177. Malgré les changements du personnel de la cour ou du greffier, le registre de la Cour de commissaires dans une ville, une paroisse, un canton ou une localité extra-paroissiale, est toujours considéré comme le registre du tribunal. Registre considéré celui du tribunal. S. R. (1909), 3218.

178. En sortant de charge, le greffier qui démissionne ou est destitué doit délivrer immédiatement, et sous peine d'une amende de quarante dollars, le registre, les dossiers et les archives qui sont en sa possession, au commissaire ou à l'un des commissaires, ou à son successeur en office. Remise du registre par la personne qui cesse d'être greffier.

Les héritiers ou représentants de cet officier, en cas de décès de ce dernier, sont sujets aux mêmes devoirs sous la même pénalité. Devoirs des héritiers. S. R. (1909), 3219.

§ 7.—Des honoraires du greffier et des huissiers

179. Les honoraires du greffier d'une Cour de commissaires, sont les suivants: Honoraires du greffier.

- 1° Pour toute assignation qu'il dresse et délivre par ordre de la cour ou d'un commissaire qui est autorisé à y siéger..... \$0 30
- 2° Pour chaque copie de ce bref..... 0 10
- 3° Pour chaque *subpæna* 0 15
- 4° Pour chaque copie de *subpæna* 0 10
- 5° Pour chaque jugement avec copie..... 0 25
- 6° Pour chaque mandat d'exécution ou saisie.. 0 25
- 7° Pour chaque copie de mandat d'exécution.. 0 10
- 8° Pour l'entrée de chaque opposition admise par un commissaire..... 0 10

S. R. (1909), 3220.

180. L'huissier a droit de recevoir pour chaque signification de bref avec rapport, vingt-cinq centins, et vingt centins par mille de distance parcourue, en allant seulement, pour faire cette signification, la distance en revenant ne comptant pas; mais l'huissier qui fait plusieurs significations au même défendeur n'a droit qu'aux frais de voyage sur un seul transport. Honoraires de l'huissier. S. R. (1909), 3221; 7 Geo. V, c. 33, s. 1.

§ 8.—*Dispositions diverses*

Peines infligées aux commissaires et greffiers coupables de malversations.

181. Tout commissaire ou greffier qui, dans l'exécution de son devoir, commet une malversation, ou délivre à un huissier ou à une autre personne une pièce de procédure quelconque pour être distribuée, vendue ou aliénée d'une manière illégale, devient passible, pour chaque contravention, d'une amende de quarante dollars et est, de ce moment, inhabile à agir comme commissaire ou greffier. S. R. (1909), 3222.

Recouvrement des amendes.

182. Toute amende imposée ou encourue pour contravention à la présente section, est recouvrable dans le district où l'infraction a été commise, par poursuite devant un tribunal ayant juridiction civile jusqu'à concurrence du montant de l'amende.

Emploi de l'amende.

Moitié de l'amende appartient au poursuivant, et l'autre moitié est versée entre les mains du trésorier de la province pour faire partie du fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 3223.

Droit de chaque commissaire de recevoir copie de la loi.

183. Chaque commissaire, nommé en vertu de la présente section, a droit d'en recevoir une copie imprimée dans la langue française ou anglaise, laquelle copie doit lui être transmise de la manière prescrite par la loi pour la distribution des statuts de la province. S. R. (1909), 3224.

DEUXIÈME PARTIE

DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE

SECTION I

DE LA COUR DU BANC DU ROI

§ 1.—*De la juridiction criminelle du tribunal*

Juridiction du tribunal siégeant en appel.

184. La Cour du banc du roi, siégeant comme cour d'appel, a juridiction en appel, dans les affaires criminelles, conformément aux règles établies par l'autorité compétente.

Certains appels entendus par cinq juges.

Les appels au sujet d'infractions passibles de la peine capitale ou d'emprisonnement pour la vie sont entendus par cinq juges et tous les autres par trois juges. S. R. (1909), 3225; 10 Geo. V, c. 79, s. 49.

Juridiction du tribunal siégeant en première instance.

185. La Cour du banc du roi siégeant comme tribunal en matière criminelle en première instance, a juridiction dans toute l'étendue de la province conformément aux règles établies par l'autorité compétente.

Pour toutes les fins de l'administration de la justice criminelle en première instance, les juges de la Cour supérieure agissent comme juges de la Cour du banc du roi, président cette cour dans les divers districts et ont la juridiction et les pouvoirs que leur confère, en cette qualité, l'autorité compétente. Les juges de la Cour supérieure sont en outre juges et conservateurs de la paix et coroners dans toute l'étendue de la province. S. R. (1909), 3226; 10 Geo. V, c. 79. s. 50.

Juges de la Cour supérieure sont juges de ce tribunal pour l'audition des causes en première instance, etc.

186. Les termes ou sessions de la Cour du banc du roi, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, sont tenus par un ou plusieurs juges; un ou plusieurs d'entre eux forment un quorum et peuvent exercer tous les pouvoirs et toute la juridiction du tribunal. S. R. (1909), 3227.

Juges qui tiennent la cour et leur quorum.

§ 2.—Des greffiers de la couronne et de leurs députés

187. Un greffier de la couronne est nommé dans chaque district où la Cour du banc du roi en juridiction criminelle tient ses séances.

Nomination d'un greffier de la couronne.

Il est le greffier du tribunal en toute matière qui ressort à sa juridiction criminelle. S. R. (1909), 3230; 15 Geo. V, c. 47, s. 10.

Ses attributions.

188. Tout protonotaire ou tout greffier de la Cour de circuit, peut être nommé greffier de la couronne et de la paix dans son district.

Qui peut être greffier de la couronne.

Le greffier de la couronne et de la paix ne peut, pendant la durée de sa charge, pratiquer comme avocat dans la province. S. R. (1909), 3232.

Il ne peut pratiquer comme avocat.

§ 3.—Des termes et du lieu des séances

189. Excepté pour les districts de Québec et de Montréal, il se tient dans chaque district de la province un terme par année de la Cour du banc du roi, en matière criminelle, pour prendre connaissance des crimes et infractions.

Termes de la cour sauf à Québec et à Montréal.

L'époque de ce terme est fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur. S. R. (1909), 3233.

Époque des termes.

190. Pour les districts de Québec et de Montréal, ces termes se tiennent et commencent aux époques fixées par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, dont avis est donné par proclamation. S. R. (1909), 3234.

Ces termes à Québec et à Montréal.

191. Les termes n'ont pas de durée fixe, mais sont tenus jusqu'à ce que le tribunal déclare qu'ils sont terminés, ce qu'il ne doit cependant pas faire tant qu'il est

Durée des termes.

d'opinion qu'il reste quelque procès, matière ou procédure qu'il n'est pas opportun d'ajourner au terme suivant.

Ajournement
des termes.

Le tribunal peut également, s'il le juge à propos, ou si la présence des juges qui le président est requise en un autre lieu ou pour la tenue d'une autre cour, ajourner le terme de jour en jour, ou à tout jour particulier, avant le premier jour du terme suivant. S. R. (1909), 3235.

Termes de la
Cour du banc
du roi en ma-
tière crimi-
nelle.

192. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commencent les termes de la Cour du banc du roi dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts, et peut les changer pareillement. S. R. (1909), 3236.

Termes
extraordi-
naires.

193. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, ordonner, par proclamation, la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du banc du roi, en matière criminelle, dont le premier jour est indiqué dans la proclamation, qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme.

Dispositions
applicables.

Les dispositions de la loi relatives aux termes de la Cour du banc du roi en matière criminelle sont applicables à ce terme extraordinaire. S. R. (1909), 3237.

SECTION II

DE LA COUR D'OYER ET TERMINER

Émission des
commissions
d'oyer et ter-
miner.

194. Nulle loi, relative à l'administration de la justice dans la province, ne doit être interprétée de manière à empêcher l'émission de commissions générales ou spéciales d'oyer et terminer ou de délivrance générale des prisons, pour les districts, les cités ou places où cette mesure peut être jugée nécessaire, en tout temps autre que celui des séances de la Cour du banc du roi dans l'exercice de ses fonctions comme cour de juridiction criminelle dans ces districts, cités ou places, ni de manière à diminuer ou invalider les droits ou prérogatives de la couronne non expressément mentionnées dans une de ces lois ou à y déroger. S. R. (1909), 3238.

SECTION III

DE LA COUR DES SESSIONS GÉNÉRALES DE LA PAIX, DES JUGES DE PAIX ET DES SESSIONS SPÉCIALES DE LA PAIX

§ 1.—*Dispositions interprétatives*

Interpré-
tation.

195. Les expressions "Cour des sessions de quartier," et "Cour des sessions générales de la paix," lors-

qu'elles se rencontrent dans la présente section ou dans toute autre loi, sont synonymes. S. R. (1909), 3239.

§ 2.—*De la juridiction du tribunal*

196. La Cour des sessions générales de la paix prend connaissance et juge toutes les matières qui intéressent la conservation de la paix, et qui peuvent être de sa compétence, suivant les lois en vigueur. S. R. (1909), 3240.

Juridiction
du tribunal.

§ 3.—*Du lieu des séances du tribunal*

197. La Cour des sessions générales de la paix est tenue au chef-lieu de chacun des districts de Québec et de Montréal, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner, par proclamation, qu'il n'y soit tenu que deux termes par année dans chacun d'eux, fixer les époques de ces termes et les changer, selon qu'il le juge convenable. S. R. (1909), 3241.

Termes de la
cour à Qué-
bec et Mont-
réal.

198. Le lieutenant-gouverneur peut aussi, par proclamation, ordonner, pour les fins mentionnées en l'article 196, et avec les mêmes pouvoirs, la tenue d'une semblable Cour des sessions générales de la paix, au chef lieu de tout autre district où est tenue la Cour supérieure, et telle cour y est tenue en conséquence.

Termes de la
cour aux
chefs-lieux
des autres
districts.

La proclamation relative au district de Gaspé peut, cependant, ordonner la tenue de ces sessions, dans le district électoral de Gaspé, à Percé et au Bassin de Gaspé. S. R. (1909), 3242.

Dispositions
quant à
Gaspé.

199. La tenue de la cour peut être discontinuée par une autre proclamation, dans tout district où elle a été établie, quand il apparaît au lieutenant-gouverneur que la Cour du banc du roi suffit à la dépêche des affaires criminelles; mais elle peut y être rétablie par proclamation semblable, quand il apparaît également au lieutenant-gouverneur que l'expédition des affaires criminelles la rend nécessaire. S. R. (1909), 3243.

Discontinua-
tion de la
cour.

200. Le lieutenant-gouverneur peut fixer, par proclamation, les époques de la tenue de la Cour des sessions générales de la paix, dont le nombre lui est discrétionnaire dans chaque district où elle est établie, et, de la même manière, changer l'époque de ces termes.

Époques de la
tenue de la
cour.

Nulle cour n'est tenue dans un district où elle pourrait être établie, avant que les époques de cette tenue soient ainsi fixées par proclamation. S. R. (1909), 3244.

Fixation de
ces époques
par proclama-
tion.

§ 4.—*Des magistrats qui peuvent présider le tribunal*

Juges qui
peuvent la
tenir.

201. La Cour des sessions générales de la paix dans la province peut être tenue par deux juges de paix ou plus des districts respectifs où elle est établie. S. R. (1909), 3245.

Pouvoir des
juges de la
C. S. de la
tenir.

202. Excepté dans les cités de Québec et de Montréal, tout juge de la Cour supérieure est compétent à tenir la Cour des sessions générales de la paix.

Leurs de-
voirs de la
tenir dans les
districts
assignés.

Il est même de son devoir de la tenir dans le district qui lui est assigné, si, à défaut de quorum des juges de paix, l'administration de la justice devait souffrir de ce que cette cour n'est pas tenue.

Leurs pou-
voirs d'y
présider
seuls.

Quand le juge de la Cour supérieure préside ce tribunal, il y siège seul et sans l'assistance d'un juge de paix. S. R. (1909), 3246.

Pouvoirs des
recorders et
juges des ses-
sions de la
tenir seul.

203. Il est loisible à un recorder ou à un juge des sessions de la paix, nommé pour la cité de Québec ou pour la cité de Montréal, de présider seul le tribunal, et sans la coopération des juges de paix, dans celle de ces cités pour laquelle chacun de ces fonctionnaires est nommé.

Présidence.

Il est du devoir du juge des sessions de la paix de présider ainsi ce tribunal ou de tenir la cour seul, suivant le cas.

Cas d'appel
de l'un de ces
fonctionnai-
res.

Si, à une séance du tribunal, il se présente un cas d'appel d'une décision rendue par l'un de ces fonctionnaires, l'autre doit présider le tribunal ou tenir la cour. S. R. (1909), 3247.

Président de
la cour à
Trois-Rivières
et à St-
François.

204. Au cas d'établissement de la Cour des sessions générales de la paix dans l'un ou l'autre des districts des Trois-Rivières et de Saint-François, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un avocat de cinq ans de pratique au moins, pour présider le tribunal, et assigner à l'avocat ainsi nommé un traitement n'excédant pas trois cents dollars par année.

Ses qualités.

Ce fonctionnaire, qui est dispensé de la qualité foncière, est juge de paix dans le district pour lequel il est nommé, et il a, par rapport à la tenue de la cour, les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure.

Présidence.

Il préside le tribunal seul ou avec la coopération d'un ou de plusieurs juges de paix. S. R. (1909), 3248.

Durée des
sessions.

205. Les séances ou sessions de la cour se continuent jusqu'à ce que le tribunal déclare qu'elles sont closes, ce qui ne doit pas avoir lieu à moins que ce tri-

bunal ne soit d'avis qu'il ne reste devant lui aucun procès, aucune matière ou procédure, qui ne puisse être convenablement remise à la session suivante. S. R. (1909), 3249.

§ 5.—*Dispositions spéciales quant à Gaspé*

206. Nonobstant toute proclamation établissant la Cour des sessions générales de la paix dans le district de Gaspé, nul terme de la cour n'y est tenu, et nuls jurés, grands ou petits, ne sont assignés pour ce terme, à moins que l'ordre commandant au shérif de faire cette assignation ne soit revêtu de la signature de trois juges de paix et de celle du juge de la Cour supérieure du district.

Cas d'émission d'un ordre d'assignation des jurés dans Gaspé.

Quand cet ordre est revêtu de ces quatre signatures, le shérif doit le faire exécuter avec toute la diligence et toute l'économie de frais de transport et d'autres charges incidentes possibles. S. R. (1909), 3250.

Exécution de cet ordre.

§ 6.—*De la nomination de constables et autres officiers de paix*

207. Les juges de paix assemblés en sessions générales de la paix ou la majorité d'entre eux, ou le juge présidant la Cour du banc du roi, quand il n'est pas tenu de Cour des sessions générales de la paix à l'un des endroits ci-dessous mentionnés, doivent nommer, annuellement, autant de personnes qu'ils croient convenable, résidant dans les cités et banlieues de Québec et de Montréal, dans les cités des Trois-Rivières et de Sherbrooke, et au chef-lieu où la cour est tenue dans les autres districts, comme constables et officiers de paix pour exécuter les ordres des tribunaux et pour nulle autre fin.

Nomination des constables et officiers de paix.

Ces constables et officiers de paix doivent remplir avec fidélité les devoirs de leur charge pendant l'espace d'une année, avant l'expiration de laquelle ces juges de paix ou le tribunal doivent en nommer d'autres, annuellement, avec pouvoir d'en augmenter ou d'en diminuer le nombre, selon qu'il leur paraît avantageux.

Devoirs de ces officiers.

Nul officier civil ou militaire, membre du clergé, médecin ou chirurgien, meunier, passeur, professeur, instituteur, élève d'un collège, d'un séminaire ou d'une université, et nul mineur ne peuvent être valablement nommés constables ou officiers de paix.

Personnes inhabiles à remplir ces charges.

Toute contravention commise par refus ou négligence d'exécuter la charge de constable ou d'officier de paix, est punissable par une amende de quatre-vingts dollars recouvrable de la manière ordinaire devant les tribunaux avec les frais de poursuite. S. R. (1909), 3251; 11 Geo. V, c. 73, s. 10.

Amende pour refus de remplir leurs devoirs.

§ 7.—*Des tarifs d'honoraires*

Confection
des tarifs
d'honoraires
des avocats.

208. Les différentes Cours des sessions générales de la paix, dans les districts où elles sont tenues, et la Cour du banc du roi, dans ceux où elles ne le sont pas, sont autorisées à faire les tarifs d'honoraires pour les avocats pratiquant devant elles. S. R. (1909), 3252.

Tarifs des
greffiers,
grands constables,
huissiers et constables.

209. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier ou abroger le tarif des frais payables aux greffiers, grands constables, huissiers et constables, pour rétribution de leurs services en exécutant les ordres des juges de paix, de la Cour du banc du roi en matière criminelle et de la Cour des sessions de la paix, dans chaque district de la province. S. R. (1909), 3253.

Amendes
pour sur-
charges.

210. Toute surcharge en contravention avec ce tarif, faite par les officiers dont le lieutenant-gouverneur en conseil règle les émoluments, est punissable par une amende au maximum de vingt dollars, recouvrable sommairement avec dépens devant les juges de paix du district, et dont une moitié appartient au dénonciateur et l'autre moitié à la couronne, pour le service public de cette province. S. R. (1909), 3254.

§ 8.—*Des amendes et de la taxe des témoins*

Pénalités
pour refus de
comparaître.

211. La Cour des sessions générales de la paix a le pouvoir de punir, par l'amende ou l'emprisonnement, tout témoin dûment assigné, qui refuse ou néglige de comparaître et de rendre témoignage devant elle, et toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre à tout ordre ou d'exécuter tout jugement du tribunal.

Montant de
l'amende.

Cette amende ne doit jamais excéder la somme de quatre-vingts dollars, et l'emprisonnement la durée de deux mois. S. R. (1909), 3255.

Taxation des
témoins.

212. Les juges de la Cour supérieure ou de la Cour du banc du roi, et les présidents des sessions générales de la paix, ont seuls le droit de taxer les frais de témoignage encourus devant ces tribunaux et payables par la couronne, et d'assermenter les témoins sur l'exactitude de leurs comptes. S. R. (1909), 3256.

§ 9.—*De la signification des pièces de procédure*

Signification
des pièces de
procédure.

213. Les assignations, mandats ou pièces de procédure, émis par ce tribunal, peuvent être signifiés ou exécutés dans toute partie de la province. S. R. (1909), 3257.

§ 10.—*Des séances hebdomadaires du tribunal à Québec, Montréal et Trois-Rivières, et des sessions spéciales de la paix*

214. Deux juges de paix doivent siéger, par semaine et à tour de rôle, dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, pour le meilleur règlement de la police et autres matières relatives à leur fonction; les noms des juges de paix qui doivent siéger, chaque semaine, sont affichés par le greffier de la paix à la porte du palais de justice; mais rien de contenu dans la présente section ne doit empêcher la tenue des sessions spéciales de la paix de la manière et pour les fins établies par la loi. S. R. (1909), 3258.

SECTION IV

DE LA COUR DES SESSIONS DE LA PAIX

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction et des pouvoirs du tribunal et des juges*

215. La Cour des sessions de la paix est un tribunal d'archives, composé de juges des sessions, (dont deux au moins doivent résider à Montréal et un au moins à Québec) et dont la juridiction s'étend sur toute la province. S. R. (1909), 3259.

216. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bonne conduite, par une commission sous le grand sceau, les juges des sessions, qui doivent être des avocats d'au moins cinq ans de pratique et qui, dès leur nomination, doivent cesser de pratiquer. Ces juges des sessions sont aussi magistrats stipendiaires dans le sens de tout acte du Parlement Impérial en vigueur en cette province.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, parmi les juges des sessions de la paix qui doivent résider à Montréal, un juge en chef, avec résidence dans ladite cité, et, parmi les juges des sessions de la paix qui doivent résider à Québec, un juge en chef, avec résidence dans ladite cité, quand il y a plus d'un juge des sessions de la paix à Québec.

La juridiction administrative de chacun de ces juges en chef s'étend, spécialement et respectivement, à l'une des divisions d'appel établies par l'article 47 du Code de procédure civile. S. R. (1909), 3260; 5 Geo. V, c. 52, s. 1; 11 Geo. V, c. 62, s. 1; 12 Geo. V, c. 61, s. 1.

Défense aux juges des sessions d'occuper certaines positions, etc.

217. Aucun juge des sessions de la paix ne peut se livrer, ni directement ni indirectement, en qualité de directeur ou gérant de corporation, de compagnie ou de maison d'affaires, non plus qu'en aucune autre manière, pour lui-même ou au compte d'autres personnes, à une occupation ou affaire autre que ses fonctions judiciaires, mais chacun d'eux est tenu de se consacrer exclusivement à ses fonctions judiciaires. S. R. (1909), 3383.

Juges en fonction le août 1908.

218. Les juges des sessions en fonction le 10 août 1908, (date de l'entrée en vigueur de la loi 8 Édouard VII, chapitre 42), et recevant les émoluments attachés à cette charge, continuent d'être juges des sessions et d'exercer leurs fonctions aux termes de la présente section. S. R. (1909), 3261.

Traitement des juges des sessions.

Devoir.

219. Le traitement annuel de chacun des juges des sessions remplissant ordinairement les devoirs de cette charge, ne peut excéder la somme de six mille dollars, et le traitement ainsi fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil est payé à même le fonds consolidé du revenu de la province; et chacun de ces juges est tenu de remplir les devoirs de juge des sessions ainsi que tous autres devoirs que lui impose ou peut lui imposer toute loi en vigueur en cette province. S. R. (1909), 3262; 4 Geo. V, c. 36, s. 1; 5 Geo. V, c. 52, s. 2; 12 Geo. V, c. 62, s. 1.

Nomination de juges additionnels dans le cas de vacances, etc.

220. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, par une commission sous le grand sceau de la province, un ou plusieurs de ces juges des sessions qu'il choisit parmi les magistrats de district ou les magistrats de police, pour exercer les fonctions et devoirs de juges des sessions nommés en vertu de l'article 216, dans les cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un ou de plusieurs de ces derniers.

Leur traitement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement annuel de chacun de ces juges des sessions à un montant n'excédant pas mille dollars, et ce traitement est payé à même le fonds consolidé du revenu.

Dispositions applicables.

Sous tous les autres rapports, les dispositions de la loi relative aux juges des sessions de la paix nommés en vertu de l'article 216, s'appliquent à ceux dont la nomination est visée par le présent article. S. R. (1909), 3262a; 5 Geo. V, c. 52, s. 3.

Leur démission, etc.

221. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut démettre ces juges des sessions sur une adresse conjointe

du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et, advenant quelques vacances dans cette charge, par décès, destitution ou autrement, il peut nommer d'autres juges des sessions pour remplir ces vacances. S. R. (1909), 3263.

222. Les juges des sessions respectivement, aussi bien que ceux qui peuvent les remplacer aux termes de l'article 221, sont, en vertu de leurs charges, juges de paix pour tous les districts, avec juridiction dans toute l'étendue de la province et sont revêtus de tous les droits et pouvoirs d'un ou de deux juges de paix, suivant le cas, quand même ils n'auraient pas la qualité foncière exigée par la loi de toute autre personne remplissant les fonctions de juge de paix. S. R. (1909), 3264.

Juges de paix
d'office.

223. Tout juge des sessions, avant d'entrer en fonction, doit prêter, devant un juge de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure, le serment dont suit la teneur:

Serment de
ces juges
avant d'en-
trer en fonc-
tion.

"Je, A. B., jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de mes capacité et connaissance, tous les devoirs et d'exercer de même tous les pouvoirs de juge des sessions, en vertu de la section quatrième de la partie deuxième de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 145 des Statuts refondus, 1925)." S. R. (1909), 3265.

224. La Cour des sessions de la paix est tenue aux époques et de la façon ci-après prescrites, dans chacun des districts de cette province, et elle est présidée par un juge des sessions. S. R. (1909), 3266.

Tenue de la
cour.

225. La Cour des sessions de la paix prend connaissance et décide de toutes les matières qui peuvent être de sa compétence et de sa juridiction. S. R. (1909), 3267.

Juridiction
de la cour.

226. Dans les districts de Québec et de Montréal, la Cour des sessions de la paix tient ses séances au chef-lieu de chacun de ces districts tous les jours juridiques de l'année ou chaque fois que les affaires le requièrent. S. R. (1909), 3268.

Tenue de la
cour dans les
districts de
Québec et de
Montréal.

227. Dans chacun des districts judiciaires, autres que ceux de Québec et de Montréal, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner la tenue de la Cour des sessions de la paix pour ces districts aux époques et aux endroits, dans chacun de ces districts, qu'il juge à propos. S. R. (1909), 3269.

Tenue de la
cour dans les
autres dis-
tricts.

Greffier et
députés-gref-
fiers.

228. Le greffier de la couronne et le ou les députés-greffiers de la couronne, dans les districts où il en a été nommé, sont le greffier et les députés-greffiers de la Cour des sessions de la paix et officiers de la cour.

Si les fonc-
tions de greff-
fier de la cou-
ronne et de
greffier de la
paix sont
remplies par
des personnes
différentes.

Quand, dans un district, les fonctions de greffier de la couronne et de greffier de la paix sont remplies par des personnes différentes, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer l'une ou l'autre de ces personnes et son député comme greffier et député-greffier de la Cour des sessions de la paix et officiers de ladite cour. S. R. (1909), 3270.

Devoirs du
greffier.

229. Le greffier tient les archives de la cour et y inscrit toutes les procédures; il tient aussi des livres de comptes et fait rapport des procédures, de l'état de ses comptes et de toutes les informations qu'il a prises dans l'exercice de sa charge, chaque fois qu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3271.

Shérifs, offi-
ciers de la
cour.

230. Le shérif de chaque district est également officier de la Cour des sessions de la paix, et est, dans l'étendue de son district, tenu d'obéir aux ordres du tribunal. S. R. (1909), 3272.

Constables,
etc.

231. Tous les constables et officiers de la paix en fonction au lieu où se tiennent les séances de la Cour des sessions de la paix, sont des officiers de cette cour et tenus d'obéir aux ordres du tribunal. S. R. (1909), 3273.

Pouvoirs de
la cour.

232. La Cour des sessions de la paix a le pouvoir de punir, par l'amende ou l'emprisonnement, tout témoin dûment assigné qui refuse ou néglige de comparaître et de rendre témoignage devant elle, et toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre à tout ordre ou d'exécuter tout jugement du tribunal. S. R. (1909), 3274.

Amendes.

233. Cette amende ne doit jamais excéder la somme de quatre-vingts dollars, et l'emprisonnement la durée de deux mois. S. R. (1909), 3275.

Pouvoir de
faire des rè-
gles de pra-
tique.

234. Les juges des sessions en fonction, ou la majorité d'entre eux, peuvent faire les règles de pratique nécessaires pour déterminer la procédure à suivre dans les causes mues devant eux et pour le maintien du bon ordre, du décorum et du fonctionnement de la cour. Ces règles doivent être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour entrer en vigueur. S. R. (1909), 3276.

235. La Cour des sessions de la paix est investie de Juridiction. tous les pouvoirs et de toute l'autorité de la Cour des sessions générales de la paix ou des quartiers des sessions de la paix, et exerce toute juridiction que cette dernière cour possède en vertu de la loi. S. R. (1909), 3277.

§ 2.—*De la pension des juges des sessions*

236. Si un juge des sessions, après avoir rempli sa charge pendant une période de huit ans au moins, est atteint d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission ou est mis à sa retraite, ou si, après avoir rempli sa charge comme tel durant une période de vingt-cinq ans au moins, il donne sa démission, ou est mis à sa retraite, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes sous le grand sceau, lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait lors de sa démission ou de sa mise à la retraite, et cette pension doit lui être servie sa vie durant. S. R. (1909), 3278; 10 Geo. V, c. 47, s. 1; 12 Geo. V, c. 63, s. 1.

237. Tout juge des sessions qui a atteint l'âge de quatre-vingts ans est forcément mis à la retraite; et tout juge des sessions qui est ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-dix ans, donne sa démission ou est mis à sa retraite et, dans ce dernier cas, a rempli la charge de juge des sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes sous le grand sceau, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission. S. R. (1909), 3279; 10 Geo. V, c. 47, s. 2.

238. Si un juge des sessions, après avoir rempli sa charge durant une période de trente ans et avoir été atteint d'une infirmité permanente ne lui permettant pas de remplir dûment ses fonctions, donne sa démission ou est mis à sa retraite, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes sous le grand sceau, lui accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait lors de sa démission ou de sa mise à la retraite, ladite pension devant compter de la date de sa retraite et lui être servie sa vie durant. S. R. (1909), 3280; 10 Geo. V, c. 47, s. 3.

239. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les cas où un juge des sessions peut donner sa démission ou être mis à la retraite, de lui accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait lors de sa démission ou de sa mise à la retraite, ladite pension devant compter de la date de sa retraite et lui être servie sa vie durant. S. R. (1909), 3281; 10 Geo. V, c. 47, s. 4.

juges des sessions par le lt-gouv.

ner sa démission et obtenir une pension conformément aux règles énoncées aux articles 236, 237 ou 238, de mettre tel juge des sessions à sa retraite et de lui accorder la même pension que celle à laquelle il aurait eu droit s'il avait donné sa démission en vertu desdits articles. S. R. (1909), 3280a; 10 Geo. V, c. 47, s. 4.

Pension des juges des sessions en certains cas.

240. Néanmoins, dans tous les cas où un juge des sessions peut donner sa démission ou être mis à sa retraite suivant les dispositions des articles 236, 237 ou 238, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder une pension de cinq mille dollars par année, s'il donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui en est faite par le procureur général. S. R. (1909), 3280b; 12 Geo. V, c. 63, s. 2.

Réduction de traitement dans certains cas.

241. Si une personne qui touche une pension en vertu des dispositions du présent paragraphe vient à recevoir un traitement pour l'exercice de quelque charge sous le gouvernement de la province, il est déduit de ce traitement une somme égale au montant de sa pension. S. R. (1909), 3281.

SECTION V

DES MAGISTRATS DE POLICE

§ 1.—*De la nomination des magistrats*

Nomination des magistrats de police.

242. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer par commission, sous le grand sceau, des personnes capables et compétentes qui doivent être des avocats d'au moins cinq ans de pratique et qui, dès leur nomination, doivent cesser de pratiquer, pour agir comme magistrats de police dans un ou plusieurs des districts de la province ou dans toute la province.

Traitement de ces magistrats.

Le traitement annuel de chacun de ces magistrats est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne doit pas excéder cinq mille dollars et est payable à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. (1909), 3282; 4 Geo. V, c. 36, s. 2; 12 Geo. V, c. 61, s. 2.

Défense aux magistrats de police d'occuper certaines positions, etc.

243. Aucun magistrat de police ne peut se livrer ni directement, ni indirectement, en qualité de directeur ou gérant de corporation, de compagnie ou de maison d'affaires, non plus qu'en aucune autre manière, pour lui-même ou au compte d'autres personnes, à une occupation ou affaire autre que ses fonctions judiciaires; mais chacun d'eux est tenu de se consacrer exclusivement à ses fonctions judiciaires. S. R. (1909), 3383.

§ 2.—*Des qualités, pouvoirs et devoirs des magistrats*

244. Il n'est pas nécessaire pour un magistrat de police, ainsi nommé, de posséder de qualité foncière ou d'avoir son domicile réel, temporaire ou provisoire, dans le district pour lequel il est nommé. S. R. (1909), 3283.

Qualité foncière non exigée.

245. Ces magistrats de police ont et exercent tous les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi aux magistrats de police dans les cités, sauf en ce qui concerne les contraventions aux règlements municipaux et les autres affaires purement municipales, ainsi que tous les pouvoirs et autorité, droits et privilèges, conférés aux juges de paix en général; ils sont tenus, à tous égards, excepté si le contraire est prescrit par la présente section, de se conformer aux exigences de la loi concernant les magistrats de police et la charge de juge de paix. S. R. (1909), 3284.

Leurs pouvoirs.

246. Chaque magistrat de police doit dresser un procès-verbal de toutes les procédures prises par lui et par devant lui, tenir les comptes, faire les rapports, recueillir les informations dans les limites de sa juridiction, et remplir tous les autres devoirs que le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui prescrire et exiger de lui. S. R. (1909), 3285.

Leurs devoirs.

247. Les deniers provenant des amendes, confiscations et pénalités imposées par ce magistrat de police, à moins que la loi n'en ordonne un emploi contraire, sont payés à ce magistrat de police, qui en rend compte et paye ou débourse les deniers en provenant, aux époques, en la manière et aux personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil indique. S. R. (1909), 3286.

Emploi des amendes.

248. Les articles 236, 237, 238, 239, 240 et 241 s'appliquent aux magistrats de police nommés en vertu de la présente section. S. R. (1909), 3286a; 4 Geo. V, c. 36, s. 3; 10 Geo. V, c. 47, s. 5; 12 Geo. V, c. 63, s. 3.

Pensions.

§ 3.—*De la nomination de constables par les magistrats de police*

249. Tout magistrat de police ou juge des sessions de la paix peut nommer un ou plusieurs constables, si besoin est, pour exécuter ses ordres et pour nulle autre fin, et il peut lui faire prêter le serment requis, lequel

Nomination de constables par les magistrats de police.

Devoirs de
ces constables.

serment est transcrit dans un registre; il peut, à son bon plaisir, démettre tout tel constable.

Chaque constable ainsi nommé doit obéir aux ordres légitimes de ce magistrat; il est sous son contrôle et est revêtu, pour les fins ci-dessus mentionnées, des pouvoirs, droits et obligations que la loi confère aux constables dûment nommés. S. R. (1909), 3287; 11 Geo. V, c. 73, s. 11.

§ 4.—*Des pénalités contre ces constables pour mauvaise conduite*

Pénalité pour
désobéissance des
constables.

250. Si un constable, nommé sous l'empire de la présente section, se rend coupable de désobéissance aux ordres prescrits, de négligence de ses devoirs ou de mauvaise conduite, et s'il en est trouvé coupable devant un magistrat de police ou un juge de paix, il encourt une amende qui est fixée par ce magistrat ou par ce juge de paix, l'amende ne devant pas excéder quarante dollars y compris les frais. S. R. (1909), 3288.

Amende et
emprisonnement.

251. A défaut par lui d'en opérer le paiement immédiat, il est passible d'emprisonnement pour un terme de pas plus de trois mois, à moins que l'amende et les frais ne soient plus tôt payés. S. R. (1909), 3289.

§ 5.—*Du remplacement des magistrats et des recorders en certains cas*

Remplacement des magistrats.

252. Les pouvoirs et la juridiction conférés aux magistrats de police pour les cités de Québec et de Montréal par les dispositions de la présente section, peuvent, en l'absence des magistrats de police ou de l'un d'eux, pour cause de maladie ou autrement, être exercés par tout juge des sessions ou par la Cour des sessions.

Remplacement des recorders.

Les pouvoirs et la juridiction conférés par la loi à un recorder ou à une Cour de recorder peuvent être exercés, dans les cités de Québec et de Montréal, par tout magistrat de police pour l'une de ces cités, en l'absence, pour cause de maladie ou autrement, des recorders de ces cités ou de l'un d'eux. S. R. (1909), 3290.

SECTION VI

DE LA COUR DES JEUNES DÉLINQUANTS DANS ET POUR LA CITÉ DE MONTRÉAL

Cour des jeunes délinquants.

253. Il est établi dans et pour la cité de Montréal une cour d'archives appelée "Cour des jeunes délin-

quants.” S. R. (1909), 3290a; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

254. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé ^{Juge de la} durant bonne conduite, par une commission sous le ^{Cour des jeunes délin-} grand sceau, un juge de la Cour des jeunes délinquants. ^{quants.} S. R. (1909), 3290b; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1; 13 Geo. V, c. 51, s. 1.

255. Le traitement du juge de la Cour des jeunes ^{Traitement} délinquants est déterminé par le lieutenant-gouverneur ^{de ce juge.} en conseil, mais ne doit pas excéder trois mille dollars par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. (1909), 3290c; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

256. La Cour des jeunes délinquants et le juge de ^{Pouvoirs de la} cette cour ont, respectivement, les pouvoirs qui leur sont ^{cour et du} conférés par l'autorité compétente. S. R. (1909), 3290d; ^{juge.} 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

257. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du ^{Remplace-} juge de la Cour des jeunes délinquants, pour cause de ^{ment du juge.} maladie ou autrement, il peut être remplacé par tout magistrat de police, remplissant ses fonctions dans la cité de Montréal, S. R. (1909), 3290e; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

258. Le juge de la Cour des jeunes délinquants, ^{Prestation du} avant d'entrer en fonction doit prêter, devant un juge ^{serment par} de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure le ^{le juge.} serment dont suit la teneur:

“Je A. B., jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de mes capacité et connaissance, tous les devoirs et d'exercer de même tous les pouvoirs de juge de la Cour des jeunes délinquants, en vertu de la section sixième de la partie deuxième de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 145 des Statuts refondus, 1925). S. R. (1909), 3290f; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

259. La Cour des jeunes délinquants tient ses séances. ^{Séances.} ces tous les jours juridiques ou chaque fois que les affaires le requièrent. S. R. (1909), 3290g; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

260. Le greffier de la paix et le député-greffier de la ^{Greffier et} paix sont le greffier et le député-greffier de la Cour des ^{député-gref-} jeunes délinquants. ^{fier de la cour.}

Écrivains, etc. Il peut, en outre, être nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil le nombre d'écrivains et d'employés qui est nécessaire. Ces écrivains et employés sont payés sur les mêmes fonds que les écrivains et employés du greffe de la paix du district de Montréal.

Juridiction du greffier, etc. Le greffier ou le député-greffier de la Cour des jeunes délinquants peuvent, en leur qualité respective, lors de l'absence du juge ou de son incapacité d'agir pour cause de maladie ou autrement, faire toutes procédures ou tous actes ministériels (à part de juger et de rendre une sentence) quand il s'agit d'infractions relevant de la juridiction de la cour et de l'autorité législative de la province. S. R. (1909), 3290*h*; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1; 5 Geo. V, c. 53, s. 1.

Devoirs du greffier. **261.** Le greffier tient les archives de la cour et y inscrit toutes les procédures; il tient aussi des livres de compte et fait rapport de ses procédures et des deniers qu'il perçoit de la même manière et aux mêmes époques que le greffier de la paix du district de Montréal. S. R. (1909), 3290*i*; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

Shérif est officier de la cour. **262.** Le shérif du district de Montréal est également officier de la Cour des jeunes délinquants et est tenu d'obéir aux ordres de cette cour. S. R. (1909), 3290*j*; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

Constables, officiers de la cour. **263.** Tous les constables et officiers de la paix en fonction dans la cité de Montréal sont des officiers de cette cour et tenus d'obéir à ses ordres. S. R. (1909), 3290*k*; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

Institutions qui pourront être utilisées comme écoles industrielles. **264.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer et d'approuver les institutions qui pourront être utilisées comme écoles industrielles dans le sens de la loi du Canada 7-8 Édouard VII, chapitre 40, et de faire avec les propriétaires de telles institutions les conventions, sujettes à ratification par la Législature, qui paraîtront justes pour la garde et l'entretien des enfants qui seront internés en vertu de la loi. S. R. (1909), 3290*l*; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

Paiement des frais d'entretien, etc. **265.** Les frais d'entretien, de garde et de transport des enfants internés dans les écoles industrielles sont régis par les règles applicables aux frais d'entretien, de garde et de transport des enfants internés dans les écoles de réforme. S. R. (1909), 3290*m*; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1.

266. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'étendre, par proclamation, la juridiction de la Cour des jeunes délinquants sur tout territoire situé sur l'île de Montréal, après avoir fait des arrangements satisfaisants avec les municipalités intéressées, relativement aux matières suivantes, savoir :

1° L'établissement et le maintien de la Cour des jeunes délinquants;

2° L'établissement et le maintien d'une ou de plusieurs maisons de détention ou de refuge où les enfants, tels que définis par la loi du Canada, 7-8 Édouard VII, chapitre 40, pourront être détenus en attendant leur procès en vertu des dispositions de ladite loi ;

3° La nomination et la rémunération du personnel requis pour ces fins, ainsi que la nomination et la rémunération des agents de surveillance tels que définis par ladite loi du Canada. S. R. (1909), 3290n; 1 Geo. V (1910), c. 26, s. 1; 3 Geo. V, c. 39, s. 6.

Juridiction de la Cour des jeunes délinquants, à Montréal, peut être étendue.

TROISIÈME PARTIE

DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION MIXTE

SECTION I

DE LA COUR DE MAGISTRAT

§ 1.—*Des magistrats, de leurs pouvoirs et de leurs officiers*

267. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, par commission sous le grand sceau, un ou plusieurs magistrats de district dans un ou plusieurs districts en cette province, choisis parmi les avocats d'au moins cinq ans de pratique, et qui, dès leur nomination, doivent cesser d'exercer leur profession. S. R. (1909), 3291; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Nomination des magistrats.

268. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les magistrats de district de cette province, un magistrat de district en chef, avec résidence à l'endroit qu'il détermine.

Magistrat de district en chef.

Le magistrat de district en chef, en sus des devoirs et de la juridiction qui lui sont conférés par la présente section, est tenu, sans autre rémunération que celle qui lui est accordée par l'article 272, de remplir les devoirs et d'exercer la juridiction qui lui sont attribués par la Loi de la commission des services publics (chap. 17). S. R. (1909), 3291a; 12 Geo. V, c. 64, s. 1; 13 Geo. V, c. 52, s. 2.

Obligations du magistrat en chef.

Terme d'office. **269.** Tout magistrat de district reste en office durant bonne conduite, et ne peut être démis que conformément à l'article 221. S. R. (1909), 3292; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Qualité foncière non requise. **270.** Il n'est pas nécessaire qu'un magistrat de district possède de qualité foncière. S. R. (1909), 3293; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Leur résidence. **271.** Les magistrats de district doivent résider dans les districts ou l'un des districts pour lesquels ils ont été nommés, et aux endroits qui leur sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Id., du magistrat en chef. L'endroit où doit résider le magistrat de district en chef est fixé suivant l'article 268. S. R. (1909), 3294; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Traitement: **272.** Il est accordé:

Magistrat en chef; 1° Au magistrat de district en chef, un traitement annuel, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, n'excédant pas sept mille dollars;

Autres magistrats. 2° A chacun des autres magistrats, un traitement annuel, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, n'excédant pas la somme de trois mille dollars; toutefois, dans les endroits où la multiplicité des affaires le justifie, il peut lui être accordé un traitement plus élevé mais n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars par année.

Comment payé. Ces traitements sont payés à même le fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 3295; 12 Geo. V, c. 64, s. 1; 13 Geo. V, c. 52, s. 3.

Paiement des frais de voyage, etc. **273.** 1. Il est payé à chaque magistrat de district, lorsqu'il voyage pour l'exercice de ses fonctions, en sus de ses frais de déplacement, une somme de six dollars par jour, y compris les jours nécessairement occupés par le déplacement, aller et retour, de l'endroit qui lui est assigné pour sa résidence, pourvu que:

a) Aucune indemnité ne lui soit payée pour l'audition des causes dans un district autre que celui ou ceux qui lui sont assignés, à moins qu'il n'ait obtenu, au préalable, l'autorisation du procureur général, ou celle du magistrat de district en chef, selon le cas, de se rendre dans tel autre district; et que

b) La demande de paiement des frais de déplacement et de la somme de six dollars par jour ci-dessus mentionnée soit accompagnée d'un certificat signé du magistrat établissant que le nombre de jours pour lesquels il demande paiement est exact, et que le montant réclamé pour les frais de déplacement représente le montant réel de tels frais.

2. Le procureur général peut, lorsqu'il le juge à propos dans l'intérêt de l'administration de la justice, en sus de cette indemnité et de ces frais de déplacement, accorder une somme additionnelle de quatre dollars par jour à tout magistrat auquel il donne instruction, par écrit, de siéger dans une cité autre que celle dans laquelle le magistrat a sa résidence.

Allocation additionnelle en certains cas et à certaines conditions.

3. Les dépenses encourues en vertu des dispositions du présent article sont payées à même le fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 3296; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Paiement.

274. Les articles 236, 237, 238, 239 et 241 s'appliquent aux magistrats de district nommés en vertu de la présente section. S. R. (1909), 3297; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Dispositions concernant la pension.

275. Néanmoins, dans tous les cas où un magistrat peut donner sa démission ou être mis à sa retraite suivant les dispositions des articles 236, 237, 238 ou 239, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder une pension de trois mille dollars par année, s'il donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui en est faite par le procureur général. S. R. (1909), 3298; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Pension des magistrats, en certains cas.

276. Tout magistrat de district peut:

Juridiction:

1° Exercer sa juridiction en matière civile dans tous les districts judiciaires ou électoraux, les cités, villes et localités de la province où il existe une Cour de magistrat, qu'ils soient ou non compris dans l'étendue territoriale assignée au magistrat par sa commission;

En matière civile;

2° Exercer sa juridiction en matière pénale relevant de l'autorité du Parlement du Canada ou de la Législature de cette province, ainsi qu'en matière criminelle, dans toute l'étendue de la province; et il y possède, quant à ces matières, les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à un ou à plusieurs juges de paix en cette province, ainsi que les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à tout magistrat de district de cette province, en vertu de quelque loi du Parlement du Canada ou d'une loi quelconque. R. S. (1909), 3299; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

En matière pénale, etc.

277. Le magistrat de district préside, entend et décide toutes les poursuites et procédures devant la Cour de magistrat, et il exerce toutes les fonctions de magistrat de district qui sont requises ou autorisées par la loi; et généralement il agit dans toutes causes et matières en

Pouvoirs et devoirs des magistrats.

la manière autorisée et requise par la loi. S. R. (1909), 3300; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Greffier
d'office, au
chef-lieu.

278. 1. Le greffier de la couronne ou le greffier de la paix est d'office, suivant la nature des procédures, le greffier du magistrat, quand ce dernier siège au chef-lieu du district dans les matières criminelles ou pénales.

Greffier
d'office
ailleurs
qu'au chef-
lieu.

2. Le greffier de la Cour du magistrat est, d'office, le greffier du magistrat quand ce dernier siège dans les matières criminelles ou pénales ailleurs qu'au chef-lieu, mais dans un endroit où il existe une cour du magistrat.

Nomination
du greffier par
le magistrat,
dans certains
cas.

3. Si le magistrat de district est appelé à siéger dans les matières criminelles ou pénales ailleurs qu'au chef-lieu, dans une localité où il n'y a pas de Cour de magistrat, il doit se nommer un greffier et aviser sans délai le procureur général et le greffier de la paix du district de cette nomination.

Nomination
de constables.

4. Le magistrat de district peut nommer, dans les diverses localités du ressort de sa juridiction, lorsqu'il agit dans les matières criminelles ou pénales, les constables dont il peut avoir besoin pour exécuter ses ordres et pour nulle autre fin.

Rémunéra-
tion de ces
officiers.

5. Ces greffiers et constables reçoivent pour rémunération les honoraires qui sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Révocation
de certaines
nominations.

6. Les nominations des greffiers et des constables faites par le magistrat de district sont valables jusqu'à révocation par lui ou par le procureur général. S. R. (1909), 3301; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Garde des
dossiers après
décision de la
cause.

279. La personne agissant comme greffier du magistrat, ailleurs qu'au chef-lieu, doit déposer au greffe de la paix du district les dossiers et procédures après la décision finale de chaque cause, ou chaque fois qu'il en est requis par le magistrat de district. S. R. (1909), 3301a; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Député-
greffier.

280. Au chef-lieu, le député-greffier de la couronne ou le député-greffier de la paix est, selon le cas et d'office, député-greffier du magistrat. S. R. (1909), 3301b; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Huissiers
agissant
comme
constables.

281. Tout huissier de la Cour supérieure peut, et doit s'il en est requis, agir comme constable sous les ordres du magistrat de district, sans nomination spéciale à cette fin. S. R. (1909), 3302; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Minutes de
la cour et
rapport.

282. Le greffier du magistrat doit tenir minutes de toutes les procédures adoptées par le magistrat de dis-

trict ou faites devant lui; il doit aussi tenir des livres de comptes et faire les rapports requis par le procureur général ou par le magistrat de district en chef. S. R. (1909), 3303; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

283. Chaque magistrat de district doit voir à ce que son greffier remplisse fidèlement les devoirs qui lui sont assignés. Le magistrat de district doit en outre faire rapport de toutes les informations qu'il a prises dans l'exercice de sa charge, chaque fois qu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3303a; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Devoirs des magistrats relativement aux greffiers, etc.

284. Le procureur général ou le magistrat de district en chef peuvent donner instruction à tout magistrat de district d'administrer la justice pour des périodes de temps déterminées, dans un ou des districts différents de celui ou de ceux pour lesquels il est nommé. S. R. (1909), 3304; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Pouvoir de siéger dans des districts étrangers.

285. Le magistrat de district en chef doit transmettre au procureur général, à l'expiration de chaque mois, un rapport mentionnant les instructions par lui données en vertu de l'article 284, le nom de chaque magistrat auquel elles ont été données, l'endroit où ce dernier a été envoyé et la période de temps fixée. S. R. (1909), 3305; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Rapports au procureur général, par le magistrat en chef.

286. Chaque magistrat doit transmettre au procureur général, à l'expiration de chaque mois, un rapport mentionnant:

Rapport des magistrats au proc. gén.

1° Le nombre de causes entendues par lui pendant le mois;

Contenu du rapport.

2° Le nom des parties;

3° L'endroit et la date de l'audition;

4° La date du jugement.

5° La nature du jugement.

Il est loisible au procureur général de faire faire ces rapports sur des formules préparées suivant ses instructions. S. R. (1909), 3305a; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Formules.

287. La Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'applique aux procédures devant les magistrats de district dans les matières pénales de la compétence de la Législature, lorsqu'il n'est pas édicté de dispositions spéciales incompatibles. S. R. (1909), 3306; 11 Geo. V, c. 73, s. 12; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Procédure devant les magistrats, en matière pénale.

288. Les lois de la Législature, par lesquelles quel- que pouvoir ou quelque autorité est conféré à un ou

Dispositions applicables.

à plusieurs juges de paix, s'appliquent également à ces magistrats. S. R. (1909), 3307; 12 Geo. V, c. 64, s.1.

§ 2.—*Du tribunal et de ses officiers*

Établis-
sement de cours
de magistrat.

289. 1. Lorsqu'il le juge convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par proclamation, dans et pour chaque (district judiciaire ou district électoral) ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat qui sont désignées d'après le nom du district judiciaire, du district électoral ou de la localité respectivement où ces cours peuvent être établies, comme suit: "Cour de magistrat pour le district judiciaire de (ou le district électoral de , ou la cité de , ou la ville de , ou la municipalité de , ou, suivant le cas, en nommant le district judiciaire, le district électoral ou la localité)".

Désignation
de ces cours,
s'il y en a plus
d'une.

2. Si plus d'une de ces cours est établie pour un district électoral, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom de la localité où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie, comme suit: "Cour de magistrat pour le district électoral de (nom du district électoral) à (nom de la localité)".

Cours conti-
nuées.

3. Les cours de magistrat établies avant le 28 janvier 1874, continuent d'exister.

Nombre des
magistrats.

4. Le nombre des magistrats ne doit en aucun temps, dépasser vingt et un. S. R. (1909), 3308; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Cours dans
le comté de
Saguenay.

290. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir une ou plusieurs Cours de magistrat dans la partie du district électoral de Saguenay située à l'ouest des îles Jérémie exclusivement, avec la juridiction territoriale qu'il juge à propos d'assigner à chacune d'elles. Ces cours sont désignées en la manière indiquée en l'article 289.

Cours addi-
tionnelles.

Il peut aussi établir autant de Cours de magistrat additionnelles qu'il le juge convenable, dans les autres parties du district électoral de Saguenay situées à l'est des îles Jérémie, inclusivement. S. R. (1909), 3309; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Endroits de
la tenue de
ces cours.

291. Ces cours additionnelles sont tenues aux endroits et ont la juridiction territoriale que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, et ce dernier est autorisé à défrayer le coût des locaux nécessaires à la tenue de ces cours. Les dépenses sont payées sur le fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 3310; 12 Geo. V, c. 64, s. 1; 15 Geo. V, c. 49, s. 2.

292. Ces cours additionnelles ont les pouvoirs et la compétence des autres Cours de magistrat, et leur juridiction est, en outre, élevée à la somme ou aux matières d'une valeur n'excédant pas deux cents dollars. S. R. (1909), 3311; 12 Geo. V, c. 64, s. 1. Pouvoirs et juridiction.

293. Toute cour additionnelle est appelée la "Cour locale de magistrat pour (*nommant l'endroit*)," et est tenue tous les jours juridiques où le magistrat est présent, lesquels jours doivent être portés à la connaissance des parties par annonce ou autrement. S. R. (1909), 3312; 12 Geo. V, c. 64, s. 1. Nom de la cour additionnelle, etc.

294. La Cour de magistrat établie pour tout le district judiciaire siège au chef-lieu du district. Cour au chef-lieu.

S'il n'y a qu'une Cour de circuit établie dans un district électoral autre que celui où est établi le chef-lieu, la Cour de magistrat est tenue au même endroit que cette Cour de circuit. Si cette Cour de circuit est établie en plusieurs endroits, la Cour de magistrat est tenue à celui qui est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cours aux autres endroits.

S'il n'y a pas de Cour de circuit établie dans le district électoral, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe l'endroit où la Cour de magistrat doit être tenue. Idem.

Quand une Cour de magistrat est établie au chef-lieu d'un district judiciaire ou à l'endroit, dans un district électoral, où il existe une Cour de circuit, le greffier de la Cour de circuit est d'office greffier de la Cour de magistrat; dans tous les autres cas, le greffier de la Cour de magistrat est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Greffier de la Cour de circuit est greffier de la Cour de magistrat, en certains cas.

Les greffiers des Cours de magistrat ne doivent prendre d'autres honoraires que ceux qui leur sont accordés par les tarifs ci-après mentionnés. Honoraires des greffiers.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à chacun des greffiers des Cours de magistrat établies dans et pour le district électoral de Saguenay, en sus des honoraires qu'ils sont autorisés à recevoir en vertu des tarifs, telle rémunération additionnelle, n'excédant pas deux cents dollars par année, qu'il lui plaira de fixer. S. R. (1909), 3313; 12 Geo. V, c. 64, s. 1; 15 Geo. V, c. 49, s. 3. Rémunération additionnelle aux greffiers, dans le comté de Saguenay. *R. 163. Vc. 14.4.32.*

295. La Cour de magistrat peut nommer les constables dont elle peut avoir besoin; ces constables reçoivent pour rémunération les honoraires qui sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3314; 12 Geo. V, c. 64, s. 1. Constables.

Huissiers.

296. Tout huissier de la Cour supérieure peut, et doit s'il en est requis, agir comme huissier ou comme constable de la Cour de magistrat, sans nomination spéciale à cette fin. S. R. (1909), 3315; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Jours de séances et ajournements.

297. Les Cours de magistrat peuvent siéger tous les jours juridiques de l'année, conformément au paragraphe 9 de l'article 15 du Code de procédure civile, et, chaque fois que la dépêche des affaires le requiert, le magistrat de district peut ajourner la cour de jour en jour jusqu'à ce que toutes les affaires devant le tribunal soient terminées.

Dispositions applicables en certains cas.

Toutefois le lieutenant-gouverneur en conseil peut émettre une proclamation décrétant que les dispositions du premier alinéa de l'article 15 du Code de procédure civile s'appliquent à la Cour de magistrat y mentionnée nonobstant l'exception énoncée au paragraphe 9 du dit article. S. R. (1909), 3316; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Ajournement de la cour pour maladie, etc., du magistrat.

298. Lorsque, à raison de maladie ou d'une autre cause, le magistrat ne peut présider une séance du tribunal, le greffier peut recevoir les rapports faits ce jour-là, faire l'appel des parties ou témoins assignés pour ce jour, entrer la comparution ou enregistrer le défaut des défendeurs, des parties ou des témoins assignés à comparaître, et ajourner la cour au jour suivant fixé pour la tenue de cette cour. S. R. (1909), 3317; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

§ 3.—De la juridiction du tribunal

Juridiction.

299. La juridiction de la Cour de magistrat en matière civile est réglée par le Code de procédure civile. S. R. (1909), 3318; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Juridiction exclusive de la cour.

300. La Cour de magistrat établie pour un district judiciaire, un district électoral ou une localité, a juridiction pour entendre et juger, privativement à la Cour de circuit, toutes les causes, matières ou choses visées par les articles 54, 55, 56 et 57 du Code de procédure civile, qui sont de la compétence de ladite Cour de magistrat dans ce district judiciaire, ce district électoral ou cette localité. S. R. (1909), 3318a; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Causes pendantes devant la Cour de circuit, continuées à la Cour de magistrat, en certains cas.

301. 1. Les causes pendantes, devant une Cour de circuit, qui n'ont pas encore été entendues le 21 mars 1922, date de l'entrée en vigueur de la loi 12 George V, chapitre 64, ou à la date de l'établissement d'une Cour de magistrat, s'il n'en existait pas à cette date pour le

district judiciaire, le district électoral ou la localité, concernant les matières ou choses qui sont de la compétence exclusive de la Cour de magistrat aux termes de l'article 300, sont entendues, jugées et exécutées à la Cour de magistrat du district judiciaire, du district électoral ou de la localité, selon le cas, comme si ces causes y avaient été intentées.

2. Les causes visées par l'article 300, qui ont été entendues devant la Cour de circuit mais qui n'ont pas encore été jugées, de même que celles qui y ont été entendues et jugées le 21 mars 1922, ou à la date de l'établissement de la Cour de magistrat, sont continuées et exécutées à la Cour de circuit. S. R. (1909), 3318b; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Causes continuées à la Cour de circuit, en certains cas.

302. Les dossiers des causes visées par le paragraphe 1 de l'article 301, en possession du greffier de la Cour de circuit, le 21 mars 1922, ou à la date de l'établissement d'une Cour de magistrat, fixée dans la proclamation établissant cette cour, avec une copie certifiée de toutes les entrées au registre relatives à chacune de ces causes, sont transmis sans délai au greffe de la Cour de magistrat où les causes ci-dessus mentionnées doivent être entendues et jugées. S. R. (1909), 3318c; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Dossiers transmis à la Cour de magistrat.

303. Sous peine d'une amende de dix dollars ou d'un emprisonnement de quinze jours pour chaque jour de refus ou de négligence, tout greffier ou toute autre personne ayant en sa possession des dossiers qui doivent être transmis, tel qu'il est prescrit à l'article 302, à une Cour de magistrat, sont tenus de faire cette transmission, avec une copie certifiée de toutes les entrées aux registres relatives à chacun des dossiers, sous huit jours à compter du 21 mars 1922 ou de la date de l'établissement de la Cour de magistrat. S. R. (1909), 3318d; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Pénalité pour refus, etc., de transmettre les dossiers.

304. Les frais et déboursés nécessaires pour opérer cette transmission sont à la charge de la province. S. R. (1909), 3318e; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Frais de transmission.

305. Sur refus du greffier ou de toute autre personne ayant la garde de ces documents de les transmettre dans le délai prescrit, le procureur général peut autoriser une personne de confiance à en prendre possession et à les transmettre au greffe du tribunal devant lequel les causes doivent être continuées. S. R. (1909), 3318f; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Le proc. gén. peut autoriser une personne à faire cette transmission.

306. Après la transmission des dossiers au greffe de la Cour de magistrat, les procédures sont, sujet aux ar-

Procédures après la transmission.

ticles 307, 308 et 309, continuées et mises à exécution devant la Cour de magistrat où les causes ont été transmises, comme si ces causes avaient eu leur origine devant elle. S. R. (1909), 3318g; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Suspension
des délais.

307. Les délais de procédures sont suspendus depuis le 21 mars 1922 ou de la date de l'établissement de la Cour de magistrat, selon le cas, jusqu'au vingtième jour juridique qui suit la réception des dossiers par la Cour de magistrat. S. R. (1909), 3318h; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Numéro de la
cause.

308. Le numéro de la cause devient, après cette transmission, celui que lui a donné le greffier de la Cour de magistrat où elle a été transmise. S. R. (1909), 3318i; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Avis non
requis.

309. Aucun autre avis que ceux qui auraient été requis devant la Cour de circuit, si elle avait continué d'avoir juridiction, n'est nécessaire pour continuer les causes devant la Cour de magistrat. S. R. (1909), 3318j; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Frais.

310. Le tribunal peut, en rendant son jugement final ou interlocutoire sur une action, poursuite ou instance, accorder des frais. S. R. (1909), 3319; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

§ 4.—*De la procédure*

Procédures
en matière
civile.

311. La procédure en matière civile devant la Cour de magistrat est réglée au Code de procédure civile. S. R. (1909), 3320; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

§ 5.—*Du tarif des honoraires* (*)

Tarif d'hono-
raires, tim-
bres.

312. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des tarifs d'honoraires pour les procédures faites devant les magistrats de district ou la Cour de magistrat, en vertu de la présente section, et ordonner l'émission de timbres au moyen desquels s'effectue le paiement de ces honoraires, et il donne les ordres et fait les règlements qu'il juge convenables relativement à ces honoraires et à ces timbres. S. R. (1909), 3321; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Ce que peu-
vent com-
prendre ces
tarifs.

313. Ces tarifs peuvent comprendre les honoraires des greffiers, huissiers, constables, crieurs ou autres officiers ou employés au service de ces tribunaux ou de ces magistrats, de même que les honoraires exigibles sur les procédures et les matières litigieuses du ressort de

(*) Tarif des greffiers et huissiers devant les magistrats de district, O. C. du 27 mars 1902; *Gazette officielle* de 1902, pages 833 et 86a; O. C. du 6 avril 1925, *Gazette officielle* de 1925, page 1256; 15 Geo. V, page III.

tels tribunaux et de l'office du magistrat de district ou qui leur sont incidentes. S. R. (1909), 3322; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

314. Les tarifs d'honoraires en vigueur devant la Cour de circuit, en ce qui concerne les avocats, greffiers et constables, sont considérés comme les tarifs en vigueur devant la Cour de magistrat, en matières semblables, tant qu'ils n'ont pas été modifiés par l'autorité compétente en ce qui regarde les avocats, et par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par le présent paragraphe, en ce qui concerne lesdits officiers. S. R. (1909), 3323; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Tarifs continués jusqu'à modification.

§ 6.—Dispositions diverses

315. La juridiction civile et criminelle des magistrats de district est concurrente, et une juridiction ne doit pas préjudicier à l'autre.

Juridiction concurrente.

Les deux peuvent être exercées le même jour, et l'exercice d'une juridiction peut être suspendu pour permettre au magistrat d'exercer l'autre et de faire tout acte qui est de son ressort, et peut être repris ensuite. S. R. (1909), 3324; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Exercice de ces juridictions.

316. Tous les deniers provenant de pénalités, confiscations et amendes, imposées par un magistrat de district, ou par la Cour de magistrat, sont payés au greffier du magistrat de district ou au greffier de la Cour de magistrat, selon le cas.

Emploi des pénalités.

A moins que le greffier qui reçoit les deniers ci-dessus ne soit le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, il doit les transmettre sans délai au greffier de la paix du district.

Transmission des deniers.

Le greffier de la couronne et le greffier de la paix doivent faire remise des deniers perçus par eux conformément à la loi. S. R. (1909), 3325; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Remise des deniers.

317. La présente section doit être interprétée comme s'appliquant aux matières du ressort exclusif de la Législature, et doit être considérée comme le complément des dispositions analogues faites par le Parlement du Canada, concernant des matières qui sont de son ressort exclusif. S. R. (1909), 3326; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Interprétation de cette section.

§ 7.—De l'abolition de la cour

318. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, toute Cour de magistrat qu'il juge à propos; et, à dater du jour fixé à cet effet

Pouvoirs du lt-gouv. en conseil d'abolir les cours.

dans la proclamation, la cour cesse d'être tenue. S. R. (1909), 3327; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Transmission
des dossiers
des cours
abolies.

319. Les dossiers, registres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie sous l'empire du présent paragraphe, en possession du greffier de la cour ou de toute autre personne, sont transmis, sans délai, au greffe d'une autre Cour de magistrat indiquée dans la proclamation, pour faire partie des archives de cette autre Cour de magistrat. S. R. (1909), 3328; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Pénalité pour
négligence
des officiers.

320. Sous peine d'une amende de dix dollars ou d'un emprisonnement de quinze jours, pour chaque jour de refus ou de négligence, tout greffier ou toute autre personne ayant en sa possession des dossiers, registres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie, sont tenus de faire cette transmission sous huit jours à compter de la date de la suppression du tribunal. S. R. (1909), 3329; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Délai.

Frais de
transmis-
sion.

321. Les frais et déboursés nécessaires pour opérer cette transmission sont à la charge de la province. S. R. (1909), 3330; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Pouvoirs du
proc. gén. à
défaut de
transmission.

322. Sur le refus du greffier ou de toute autre personne ayant la garde de ces documents de les transmettre dans le délai prescrit, le procureur général peut autoriser toute personne de confiance à en prendre possession et à les transmettre au greffe du tribunal indiqué dans la proclamation. S. R. (1909), 3331; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Procédures
après la trans-
mission des
dossiers.

323. Après la transmission des dossiers, documents et archives d'une Cour de magistrat supprimée au greffe d'une autre Cour de magistrat indiquée, toutes les procédures pendantes et les jugements non exécutés sont, sujet aux articles 324, 325 et 326, continués et mis à exécution devant la Cour de magistrat où les causes ont été transmises, comme si ces causes avaient eu leur origine devant cette cour. S. R. (1909), 3332; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

Suspension
des délais.

324. Les délais de procédures sont suspendus depuis le jour de la suppression du tribunal jusqu'au vingtième jour qui suit la réception des dossiers par la Cour de magistrat. S. R. (1909), 3332a; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

No de la
cause.

325. Le numéro de la cause devient, après cette transmission, celui que lui a donné le greffier de la Cour

de magistrat où elle a été transmise. S. R. (1909), 3332b; 12 Geo. V, c. 64, s. 1.

326. Aucun autre avis que ceux qui auraient été requis devant la Cour de magistrat, si elle n'avait pas été abolie, ne sont nécessaires pour continuer les causes devant l'autre Cour de magistrat. S. R. (1909), 3332c; 12 Geo. V, c. 64, s. 1. Avis non requis.

327. Quand une Cour de magistrat a été abolie et que les dossiers, registres, documents et archives de cette cour ont été déposés au greffe d'une Cour de magistrat, conformément à l'article 319, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, par proclamation, la transmission de ces dossiers, registres, documents et archives au greffe d'une autre Cour de magistrat pour le district électoral où se trouvait la cour abolie. S. R. (1909), 3332d; 12 Geo. V, c. 64, s. 1. Transmission des dossiers à une autre Cour de magistrat.

328. Les articles 320 à 326 s'appliquent au cas prévu par l'article 327. S. R. (1909), 3332e; 12 Geo. V, c. 64, s. 1. Dispositions applicables.

SECTION II

DU TRIBUNAL DES JUGES DE PAIX

§ 1.—*Des juges de paix dans les districts*

A.—*Nomination de ces juges de paix et leurs qualités*

329. Les juges de paix nommés pour les différents districts de la province, doivent être choisis parmi les personnes les plus compétentes, résidant dans ces districts. S. R. (1909), 3333. Choix des juges de paix.

330. A moins qu'il n'en soit autrement décrété par une loi spéciale, aucun avocat ne peut être juge de paix pour aucun district de la province, tant qu'il exerce sa profession. S. R. (1909), 3334. Personnes qui ne peuvent l'être.

331. A moins qu'il n'en soit autrement prescrit par statut, nul ne peut être juge de paix ni agir comme tel dans cette province,—excepté dans les Iles-de-la-Madeleine et dans les districts électoraux du Lac-Saint-Jean, de Chicoutimi et de Saguenay,—s'il ne possède, pour son propre usage et profit, en pleine propriété ou à titre d'emphytéose ou de bail pour la vie d'une ou plusieurs personnes, ou fait originairement pour un terme de pas moins de vingt et un ans, ou par usufruit-viager, des Qualités requises des juges de paix.

terres, biens-fonds ou autres propriétés immobilières, situées en cette province, de la valeur de six cents dollars ou plus, en sus de toutes charges dont ces terres, biens-fonds ou propriétés immobilières sont grevés, et de toutes rentes et dettes dont ils peuvent assurer le paiement; et, si, avant d'agir comme juge de paix, il ne prête et souscrit, devant le greffier de la paix ou un juge de paix du district dans lequel il doit agir, ou devant quelque commissaire autorisé *per dedimus potestatem* à faire prêter les serments et recevoir les déclarations, le serment suivant, savoir:

Serment.

"Je, A. B., jure que je possède vraiment et de bonne foi, pour mon propre usage et profit, un bien consistant en (*spécifier la nature de ce bien, et en donner la désignation locale, rentes ou autres choses,*) qui me rend habile à agir comme juge de paix pour le district de

, suivant le vrai sens et la vraie intention de l'article 331 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 145 des Statuts refondus de Québec, 1925), relativement à la qualité des juges de paix; (*si ce bien consiste en terres, les désigner, et dire*): et que ce bien consiste en terres ou biens-fonds ou immeubles, (*ou en revenus provenant de ces terres, biens-fonds et immeubles*) sis et situés dans la paroisse de (*la seigneurie ou le canton de*), ou dans les diverses paroisses, seigneuries ou cantons de , suivant le cas). Ainsi Dieu me soit en aide !" S. R. (1909), 3335.

Délai dans lequel ces serments doivent être prêtés.

332. Ce serment, ainsi que les serments d'allégeance et d'office, doit être prêté par ce juge de paix dans les six mois qui suivent sa nomination, à défaut de quoi sa nomination est considérée comme révoquée. S. R. (1909), 3336.

Certificat de prestation de serment,

333. Un certificat de la prestation du serment visé par l'article 331 est immédiatement déposé, par le juge de paix qui l'a prêté, au bureau du greffier de la paix pour le district, pour demeurer parmi les archives de ce bureau.

Informations au sec. de la prov.

Le greffier de la paix, aussitôt après la réception du certificat mentionné dans l'alinéa précédent, doit en informer le secrétaire de la province. S. R. (1909), 3337; 11 Geo. V, c. 68, s. 1.

Copies délivrées.

334. Le greffier de la paix doit délivrer une copie vraie et certifiée du serment visé par l'article 331 à toute personne qui lui en fait la demande et lui paye la somme de vingt centins pour le coût de cette copie. Lorsqu'elle est produite en preuve dans quelque poursuite ou action

intentée sous l'autorité du présent paragraphe, cette copie a le même effet que l'original s'il était produit. S. R. (1909), 3338.

335. Excepté qu'il en soit autrement décrété, toute personne qui agit comme juge de paix dans tout district de la province, sans avoir prêté et souscrit le serment visé par l'article 331 ou sans avoir qualité suivant la vraie intention et le véritable esprit du présent paragraphe, se rend passible, pour chaque contravention, d'une amende de cent dollars, dont une moitié appartient à la couronne, et l'autre à la personne qui en fait la poursuite, recouvrable, avec les frais entiers de l'instance, par action civile ou par plainte devant un tribunal compétent, dans le district où la contravention a été commise; et, sur toute telle action ou plainte, la preuve de sa qualité est à la charge du défendeur. S. R. (1909), 3339.

Amende contre ceux qui agissent comme juges de paix sans prêter serment ou sans avoir qualité.

Mode de prélever l'amende.

336. Sur toute action ou plainte, si le défendeur entend invoquer son droit à quelque propriété foncière non mentionnée dans son serment comme constituant, en tout ou en partie, à la date de la contravention alléguée, sa qualité pour agir comme juge de paix, il doit, avant de plaider à la demande, délivrer au demandeur ou au plaignant ou à son avocat, un avis par écrit contenant la description de cette propriété foncière, et l'indication du canton, de la paroisse ou de la seigneurie, ainsi que du district ou du comté où elle est située, et si, sur cette communication, le demandeur ou le plaignant juge à propos de ne pas passer outre, il peut, avec la permission du tribunal, discontinuer sa demande, en payant au défendeur les frais auxquels ce dernier a droit suivant l'usage et la pratique du tribunal. S. R. (1909), 3340.

Défense à l'action.

337. A l'audition de la cause, les propriétés foncières non mentionnées dans le serment ou l'avis ci-dessus, ne peuvent être invoquées ou plaidées par le défendeur comme constituant en tout ou en partie sa qualité foncière. S. R. (1909), 3341.

Biens non désignés ne prouvent pas la qualité.

338. Si les propriétés foncières mentionnées dans le serment ou l'avis, sont, conjointement avec d'autres biens appartenant à la personne qui a prêté ce serment ou délivré cet avis, affectées de quelques charges, rentes ou hypothèques, ces propriétés foncières, ainsi mentionnées dans le serment ou l'avis, ne sont considérées comme ainsi conjointement affectées qu'en autant que les autres propriétés foncières ne sont pas suffisantes pour

Charges dont les biens sont grevés, limités.

acquitter ces charges, rentes et hypothèques. S. R. (1909), 3342.

Si la qualité
consiste en
rentes, etc.

339. Si la qualité requise par le présent paragraphe consiste, en tout ou en partie, en rentes, il suffit de mentionner, dans le serment ou l'avis, la quantité des propriétés foncières sur lesquelles les rentes sont assises, qui sont d'une valeur capable d'en assurer la prestation. S. R. (1909), 3343.

Triples frais
en cas de gain
de cause par
défendeur.

340. Au cas où le demandeur ou le plaignant discontinue la poursuite autrement que de la manière indiquée ci-dessus, ou en est débouté, le défendeur recouvre triples frais. S. R. (1909), 3344.

Cas où la pro-
cédure dans
une seconde
action est
arrêtée.

341. Au cas où une action, plainte ou poursuite, a été intentée et signifiée au défendeur, nulles procédures sur une action, plainte ou poursuite subséquente, intentées contre le même défendeur pour une contravention commise avant cette signification, ne sont recevables; et le tribunal devant lequel l'instance subséquente est pendante peut, sur la motion du défendeur, arrêter les procédures, si la première action, plainte ou poursuite a été intentée sans fraude et effectivement, et nulle action ou plainte n'est considérée comme une action ou une plainte au sens du présent paragraphe, à moins qu'elle ne soit ainsi poursuivie sans fraude et effectivement. S. R. (1909), 3345.

Mode de pro-
céder dans les
actions en re-
couvrement
d'amendes.

342. Le tribunal devant lequel une action, poursuite ou plainte est intentée en recouvrement d'une amende sous l'empire du présent paragraphe, doit exiger du demandeur ou du plaignant une déclaration sous serment que l'instance est portée sans fraude, et non dans l'intention de protéger le défendeur contre une poursuite qui pourrait être intentée contre lui pour la même contravention; et, si cette déclaration n'est pas fournie au tribunal d'une manière satisfaisante, le demandeur ou le plaignant doit être immédiatement débouté de sa demande avec dépens. S. R. (1909), 3346.

Prescription
des actions.

343. Toute action, plainte ou poursuite créée par le présent paragraphe, doit être exercée dans les six mois de la commission de l'infraction. S. R. (1909), 3347.

Certains offi-
ciers non
affectés.

344. Rien de contenu dans le présent paragraphe concernant la qualité foncière et le serment d'un juge de paix s'y rapportant, ne s'applique aux membres du Conseil législatif, du Conseil exécutif, aux juges des cours

supérieures, ou au procureur général, ni à un conseil du roi, un maire, ou un membre du conseil d'une municipalité quelconque. S. R. (1909), 3348.

345. Nul shérif dans les districts de Québec et de Montréal ne peut, sous les peines susdites, être juge de paix pour le district où il exerce sa charge tant qu'elle dure; et tout acte ainsi fait par lui, en qualité de juge de paix, est frappé de nullité absolue. Inhabilité des shérifs.

Nul coroner dans la province ne peut, sous les peines susdites, agir comme juge de paix dans les causes résultant des faits qui ont été le sujet d'une enquête tenue par lui; et tout acte ainsi fait par tel coroner est frappé de nullité absolue. S. R. (1909), 3349. Inhabilité du coroner dans certains cas.

346. Les amendes et pénalités encourues au profit de la couronne en vertu du présent paragraphe, sont payées entre les mains du trésorier pour les besoins publics de la province. S. R. (1909), 3350. Paiement des pénalités.

B.—Pouvoirs et devoirs de ces juges de paix

347. Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission émise sous le grand sceau, des personnes ayant qualité pour être juges de paix dans et pour un district de la province, ces personnes possèdent et exercent tous les pouvoirs, autorité, droits et privilèges, et sont soumises à tous les devoirs, obligations et responsabilités imposés par la loi aux juges de paix. S. R. (1909), 3351. Pouvoirs des juges de paix.

348. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en sus des pouvoirs que les juges de paix peuvent exercer dans les limites du territoire soumis à leur juridiction, leur conférer celui de recevoir de toute personne, dans les autres parties de la province mentionnées dans l'arrêté en conseil qui les nomme, et dans leur commission, les affidavits et déclarations qui en tiennent lieu, requis, exigibles ou qui peuvent être donnés en vertu de toute loi, excepté en matière criminelle. S. R. (1909), 3351a; 11 Geo. V, c. 69, s. 1. Pouvoirs des juges de paix, étendus à certaines matières.

349. Toutes les personnes qui, lors de l'inauguration de l'union fédérale des provinces, étaient légalement juges de paix de cette province, n'ont pas cessé de l'être par le fait de cette union. S. R. (1909), 3352. Certains juges de paix continués en office.

350. Toute nomination de juge de paix faite en cette province avant l'union fédérale ou depuis par le Révocation des nominations.

lieutenant-gouverneur en conseil, peut, en tout temps, être révoquée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3353.

§ 2.—*Des juges de paix dans les territoires éloignés de la province*

Nomination de juges de paix pour les territoires éloignés.

351. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer des juges de paix dont la juridiction s'étend en dehors des limites territoriales assignées aux districts judiciaires et électoraux, et aux régions éloignées de la province même comprises dans ces limites, tel et ainsi qu'il lui plaît de le déclarer et de le définir par proclamation. S. R. (1909), 3354.

Qualité foncière, non requise.

352. Ces juges de paix possèdent et exercent tous les pouvoirs et sont assujettis à tous les devoirs imposés aux autres juges de paix en vertu de la loi; mais il n'est pas nécessaire pour eux de résider ou de posséder de qualité foncière dans les parties de la province pour lesquelles ils sont nommés ou sur lesquelles leur juridiction peut s'étendre. S. R. (1909), 3355.

Certains officiers des vaisseaux de Sa Majesté, juges de paix d'office.

353. Lorsqu'un vaisseau de la marine de Sa Majesté se trouve dans les eaux du fleuve ou du golfe Saint-Laurent, chaque officier de ce vaisseau ayant le grade de vice-amiral, capitaine de haut bord, capitaine ou commandant ou lieutenant de cette marine, chargé du commandement de ce vaisseau, est d'office juge de paix pour les districts de Gaspé, Saguenay et Rimouski, tant que le vaisseau reste dans les limites de la province; il possède l'autorité et les pouvoirs conférés à tout juge de paix en vertu de l'article 352, a droit aux exemptions que la présente section établit au sujet de la résidence et de la qualité foncière, et il n'est pas tenu de prêter le serment d'office. S. R. (1909), 3356.

Lieux d'emprisonnement des personnes arrêtées.

354. Chaque fois que, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 352 et 353, un juge de paix, autorisé à agir en cette qualité, émet un mandat d'emprisonnement, il peut faire incarcérer la personne arrêtée dans la prison commune la plus voisine du lieu où il a décerné le mandat, et le gardien de cette prison doit écrouer cette personne et la détenir en prison jusqu'à son élargissement suivant le cours de la loi, ou jusqu'à son admission à caution. S. R. (1909), 3357.

Pouvoir de faire trans-

355. Quand il est impossible à ce juge de paix de faire conduire directement la personne arrêtée à la pri-

son commune la plus voisine, il peut remettre cette personne sous la garde du maître ou commandant de tout vaisseau se rendant au chef-lieu du district où cette prison est située, ou en la cité de Québec; ce maître ou commandant de vaisseau est autorisé à recevoir cette personne sous sa garde, et, à son arrivée au chef-lieu ou en la cité de Québec, à la mettre sûrement sous la garde du shérif du district où la prison désignée est située, ou du shérif du district de Québec, suivant le cas. S. R. (1909), 3358.

porter certaines personnes en prison.

356. Dans ce dernier cas, le shérif du district de Québec fait transférer cette personne, avec toute la diligence possible, à la prison à laquelle elle est envoyée, et le maître ou le commandant du vaisseau ou tout individu chargé de ce transfert possède, pour l'effectuer, — jusqu'à ce que le prisonnier ait été livré au geôlier ou au shérif du district dans lequel la prison est située, — dans toutes les limites territoriales dans lesquelles il est nécessaire de le faire passer, les pouvoirs d'un shérif conduisant un prisonnier à travers son district, et peut requérir l'assistance publique pour empêcher l'évasion de celui qui est sous sa garde ou pour effectuer sa capture s'il s'est évadé. S. R. (1909), 3359.

Pouvoir des personnes qui ont la charge des prisonniers.

357. L'infraction pour laquelle un prisonnier, dans les cas ci-dessus, est envoyé à la prison commune la plus voisine, est toujours censée commise dans le district où est située cette prison. S. R. (1909), 3360.

Où l'offense est censée commise.

§ 3.—*Des juges de paix possédant une juridiction extraordinaire*

358. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en vertu d'une commission spéciale, nommer un ou plusieurs juges de paix avec juridiction sur toute la province, ou sur les districts particuliers qu'il lui plaît d'indiquer dans la commission.

Nomination de juges de paix avec juridiction extraordinaire.

La juridiction de tout tel juge de paix peut être restreinte aux fins définies dans sa commission. S. R. (1909), 3361; 9 Geo. V, c. 45, s. 1.

Juridiction restreinte.

359. Il n'est pas nécessaire que ces juges de paix résident ou possèdent des biens immobiliers dans la province. S. R. (1909), 3362.

Leurs qualités.

360. Chaque juge de paix, nommé en vertu de l'article 358, est revêtu de tous les droits et pouvoirs d'un ou de plusieurs juges de paix, et est assujetti aux lois

Leurs pouvoirs.

362. Dans toute poursuite, intentée en vertu d'un règlement municipal ou pour infraction à un règlement municipal, les témoins peuvent être obligés à comparaître et à rendre témoignage, en la manière usitée dans les causes jugées sommairement par les juges de paix. S. R. (1909), 3365. Comparution des témoins.

363. Tout juge de paix pour un district possède juridiction dans tous les cas auxquels s'appliquent les règlements de chaque municipalité de ce district. S. R. (1909), 3366. Juridiction des juges de paix pour un district.

§ 5.—*Des registres que doivent tenir les juges de paix*

364. Chaque juge de paix de la province doit tenir, dans un registre qu'il se procure à cette fin, de vraies et fidèles minutes ou mémoires au long, de toutes les condamnations qu'il a prononcées. S. R. (1909), 3367. Registres des juges de paix.

365. Dans toutes les causes qui doivent être décidées par deux juges de paix ou plus, les minutes ou mémoires des condamnations requis par le présent paragraphe, doivent être tenus par le plus ancien juge de paix et signés par le juge de paix le moins ancien présent durant les procédures qui ont eu lieu. S. R. (1909), 3368. Par qui tenus.

366. Dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Hull, les registres qui doivent être tenus conformément au présent paragraphe, le sont par les greffiers de la paix, lesquels rendent compte des amendes qui sont imposées par les juges de paix dans ces cités, respectivement. S. R. (1909), 3369. Par qui tenus à Québec, Montréal, Trois-Rivières et Hull.

367. Les frais accordés dans chaque cause sont aussi spécifiés dans ce registre, ainsi que le jour où l'exécution a été émise pour prélever ces frais et le montant de la condamnation, et le jour où l'amende a été payée entre les mains du greffier, en conformité de cette condamnation; il est fait mention, d'une manière claire et distincte, du montant de l'amende et des frais encourus, dans tout mandat d'exécution émis dans chaque cause. S. R. (1909), 3370. Ce qui est porté aux registres.

368. Chaque juge de paix fait, tous les trois mois, un rapport de toutes les poursuites pour infractions d'une nature publique, ou pour le recouvrement d'amendes imposées pour ces infractions, qui ont été intentées devant lui (qu'il siège seul ou qu'il siège avec un ou plu- Rapport des juges de paix au greffier de la paix.

seurs autres juges de paix), dans toute autre place qu'au palais de justice d'un district.

Transmission de ce rapport. Ce rapport est transmis au greffier de la paix pour le district, pas plus de dix jours ni moins de cinq jours avant la tenue de chaque Cour des sessions générales de la paix, (ou, si cette cour n'est pas tenue dans le district, alors avant la tenue de la Cour du banc du roi), et est, par ce greffier, déposé au greffe et soumis au juge de paix de ce tribunal.

Contenu du rapport. Le rapport comprend la période écoulée depuis la date du dernier rapport et doit constater :

1° Le juge ou les juges de paix, s'il y en a, qui ont siégé avec le juge de paix faisant le rapport;

2° Le lieu de la séance;

3° Le nom du poursuivant;

4° Le nom du défendeur;

5° L'infraction;

6° L'issue du procès;

7° Le montant de l'amende, s'il y en a eu;

8° Les dépens accordés à la partie qui a eu gain de cause;

9° Les dépens de la partie qui a succombé;

10° Le montant de l'amende payée, et à qui elle a été ou doit être payée;

11° Le montant de l'amende employé pour tout objet public, ou restant à être ainsi employé, et entre les mains de qui.

Date et signature du rapport. Ce rapport est daté à l'époque et à l'endroit où il est fait et signé par le juge de paix qui le fait, et il doit être fait par chaque juge de paix, qu'il y ait eu ou non de telles poursuites intentées devant lui pendant le temps compris dans le rapport. S. R. (1909) 3371.

Rapport des greffiers de la paix au lieutenant-gouverneur. **369.** Le greffier de la paix doit, dans les dix jours après chaque terme de la Cour des sessions générales de la paix de son district, faire rapport au lieutenant-gouverneur du nom de chaque juge de paix du district qui ne s'est pas conformé aux exigences du présent paragraphe. S. R. (1909), 3372.

Transmission des amendes. **370.** Dans tous les cas qui ne sont pas autrement prévus par une autre loi, le juge de paix doit transmettre, avec son rapport, au greffier de la paix, le montant des amendes par lui reçues et appartenant à la couronne.

Versement des amendes. Le greffier de la paix en opère immédiatement le versement entre les mains de l'officier qu'il appartient, et exige des reçus en double.

Il place aussi devant le tribunal, le dernier jour du ^{État fourni.} terme de la Cour du banc du roi ou des sessions générales de la paix, un état de tous les deniers qui lui ont été ainsi payés, et de tous ceux qui ne lui ont pas été payés. S. R. (1909), 3373.

§ 6.—*Des greffiers, huissiers et constables employés par les juges de paix*

371. Nulle personne exerçant les fonctions de greffier auprès d'un juge de paix dans les municipalités rurales ne peut, en aucun temps et sous aucun prétexte, demander ou exiger des honoraires plus considérables que ceux fixés et déterminés par les tarifs en vigueur. S. R. (1909), 3374. Honoraires des greffiers, etc., dans les municipalités rurales.

372. Le greffier ne peut rien exiger pour les écritures qu'il peut faire pour poursuites criminelles (les simples assauts et batteries exceptés), et il est obligé de tenir sous la dictée et sous les ordres du juge de paix les registres de ce dernier, sans pouvoir pour cela exiger aucune indemnité; il est en outre tenu de veiller, à ses propres frais, soit en employant une personne pour remplir les fonctions de crieur, soit d'une autre manière, au maintien de l'ordre pendant les séances du tribunal, et d'exécuter à cet égard les ordonnances de ces juges de paix. S. R. (1909), 3375. Devoirs des greffiers des juges de paix

373. Tout juge de paix peut nommer un ou plusieurs constables, si besoin est, pour exécuter ses ordres et pour nulle autre fin; et il peut leur faire prêter le serment requis, qu'il transcrit dans son registre. S. R. (1909), 3376; 11 Geo. V, c. 73, s. 13. Nomination de constables.

374. Tous les huissiers de la Cour supérieure sont autorisés à exécuter les ordres des juges de paix dans leurs districts respectifs, sans avoir besoin d'être nommés constables. S. R. (1909), 3377. Pouvoirs des huissiers de la C. S.

375. Nul huissier ou constable chargé d'exécuter les ordres d'un juge de paix ne peut, en aucun temps et sous aucun prétexte, demander ou exiger des honoraires plus considérables que ceux fixés et déterminés par les tarifs en vigueur. S. R. (1909), 3378. Honoraires des constables et huissiers exécutant des ordres de juges de paix.

376. Tout contrevenant aux dispositions du présent paragraphe est sujet à une amende n'excedant pas vingt dollars, recouvrable sommairement devant un juge de paix du district, dont moitié va au dénonciateur, avec Amende pour contravention au présent paragraphe.

les frais raisonnables, et moitié à la couronne, pour les usages publics de la province. S. R. (1909), 3379.

Honoraires
fixés par lé-
gislation spé-
ciale.

377. Les honoraires établis en vertu de l'article 209 ne peuvent aucunement modifier ou affecter les honoraires fixés par une législation spéciale concernant les devoirs et services des greffiers, constables ou huissiers ci-dessus mentionnés. S. R. (1909), 3380.

Greffiers
inhabiles à
représenter
les parties.

378. Aucun greffier, ni aucune personne exerçant les fonctions de greffier, d'huissier ou de constable, exécutant les ordres d'un juge de paix, ne peut représenter une des parties ou plaider devant ce juge de paix, sous peine d'une amende de quatre dollars, recouvrable et applicable en la manière mentionnée dans l'article 376. S. R. (1909), 3381.

Comment
sont taxées
et payées les
dépenses des
constables
dans les cas
d'actes crimi-
nels poursui-
vables par
voie d'acte
d'accusation.

379. Dans les cas d'actes criminels poursuivables par voie d'acte d'accusation, dans lesquels il y a eu renvoi du prévenu pour subir son procès, tout juge de paix qui a ordonné l'arrestation du prévenu ou tout juge de paix de la division territoriale où l'on allègue, dans le mandat, que l'infraction a été commise, peut, après avoir reçu un certificat du juge de paix qui a fait l'instruction préliminaire constatant que le prévenu a été renvoyé pour subir son procès, et après avoir constaté, suivant le tarif en vigueur, la somme qui doit être payée au grand constable ou au constable ou autre personne pour avoir arrêté et conduit le prévenu en prison, adresser au shérif de la division territoriale où l'on prétend que l'infraction a été commise, un ordre conforme à la formule suivante, lui enjoignant de payer audit grand constable, ou au constable ou autre personne, la somme ainsi constatée; et, sur production de cet ordre, le shérif en paye le montant.

“ Canada
Province de Québec, }
District de }

A (*nom du shérif*), shérif du district de

Attendu que A. B. (*nom du grand constable ou du constable ou autre personne*), m'a remis, à moi, un des juges de paix pour le district de , le certificat ci-joint de C. D., juge de paix pour le district de , et attendu que j'ai constaté, d'après le tarif maintenant en vigueur, que le dit A. B. a droit à la somme de pour avoir

arrêté et conduit E. F. (*nom du prévenu*) à la prison du dit district;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, comme shérif dudit district de , de payer au dit A. B. ladite somme de .

Le présent ordre sera pour vous une autorisation suffisante de faire ce paiement.

Daté à , ce jour du
mois de , 19 .
L. M.,
J. P."

S. R. (1909), 3382.

